

EVALUATION FINALE

Projet : « STD061 Anw Ko Hêrê »



SEPTEMBRE 2021

Fété Impact Développement

Contacts :

Tahirou DOUNDA
Acting Country Director
Search for Common Ground
Adresse : Bamako-Mali
Téléphone : 00221 77 342 86 29
Email : tdounda@sfcg.org

Moussa LEWA
Coordinateur DM&E
Search for Common Ground
Adresse : Bamako-MALI
Téléphone : 00223 79 36 98 97
Email : mlewa@sfcg.org

Liste des tableaux	3
Liste des graphiques	4
Liste des sigles	4
I. 5	
Méthodologie	6
Difficultés rencontrées	6
Principaux résultats	7
Recommandations	8
II. 9	
III. 11	
IV. 18	
Indicateurs du Projet	37
V. 40	
VI. 42	
VII. 43	

Tableau 1: Échantillon acteurs impliqués	12
Tableau 2: Échantillon focus group	13
Tableau 3: Échantillon communauté	14
Tableau 4: Existence des actes de violence par commune	20
Tableau 5: Existence des actes de violence par sexe	20
Tableau 6: Top des types de violence dans les communes	21
Tableau 7: Tableau des indicateurs désagrégés	36
Tableau 8: Tableau comparatif des indicateurs	39

SEARCH FOR COMMON GROUND

Liste des graphiques

Graphique 1: Répartition des répondants par commune et par sexe	15
Graphique 2: Répartition des répondants par âge et état civil des répondants	16
Graphique 3: Niveau d'instruction des répondants	16
Graphique 4: Profession des répondants	17
Graphique 5: Existence d'actes de violences ou des atrocités	19
Graphique 6: Types de violences observées les 6 derniers mois	20
Graphique 7: Compatibilité des activités et les produits du projet avec l'objectif du projet	22
Graphique 8: L'amélioration de la communication, prévention, gestion de conflit	23
Graphique 9: Correspondance de l'intervention aux besoins des groupes cible	23
Graphique 10: Mesure dans laquelle les répondants se sont appropriés des activités du projet	25
Graphique 11: Niveau de satisfaction des activités réalisées par le projet	26
Graphique 12: Appréciations faites des participants sur les niveaux de changements	31
Graphique 13: Engagement des répondants dans la gestion et la transformation des conflits grâce aux activités du projet	32
Graphique 14: Appréciations faites de ce niveau d'engagement	33

Liste des sigles

AGR : Activités Génératrices de Revenues

CIA : Centre d'Intelligence Américain

DEF : Diplôme d'Étude Fondamentale

DRL : Droits de l'Homme et du Travail

FDS : Forces de Défenses et de Sécurité

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement économiques

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OS : objectif spécifique

Search : Search for Common Ground

I. Résumé exécutif

L'évaluation du projet « Anw Ko Hêrê » a été commanditée par Search for Common Ground. Mis en œuvre pour une durée de 2 ans, le projet vise le renforcement des capacités sur la résilience et la cohésion sociale des communautés du centre du Mali. Il donne aux parties prenantes de la communauté et de la société civile ciblées les moyens de prévenir activement les conflits communautaires violents en améliorant la communication et le partage de l'information entre les communautés cibles, les médias, la société civile, les FDS et les autorités administratives et locales pour la prévention des atrocités.

Le projet vise à :

OS1. Habilitier les parties prenantes de la communauté et de la société civile ciblées à prévenir activement les conflits communautaires violents

- Les principaux acteurs de la communauté et de la société civile sont mieux équipés pour détecter et analyser les tendances des conflits au sein de leurs communautés ;
- Les parties prenantes de la communauté cible et de la société civile partagent des analyses et des informations sensibles aux conflits avec les représentants du gouvernement et des forces de sécurité pour éclairer les actions de prévention de la violence ;
- Les leaders communautaires, y compris les jeunes et les femmes leaders, mènent des initiatives de médiation entre des groupes en conflit.

OS2. Améliorer la communication et le partage d'informations entre la communauté cible, les médias, la société civile, la sécurité et les parties prenantes gouvernementales pour la prévention des atrocités

- Les communautés cibles ont un accès accru à des informations vérifiées et sensibles aux conflits sur la dynamique des conflits et les efforts de stabilisation en cours ;
- Les communautés cibles et les principales parties prenantes ont un meilleur accès et de nouvelles plateformes pour partager leurs perspectives pour une paix et une sécurité accrue.

L'objectif général de cette évaluation est d'apprécier la pertinence des objectifs et leur niveau de réalisation, les effets produits par les activités du projet, la durabilité ainsi que la prise en compte des questions transversales (genre et inclusion des jeunes). Plus spécifiquement, cette évaluation permettra d'apprécier la mise en œuvre du projet sur la base de trois critères d'évaluation de l'OCDE notamment la pertinence, les effets et la durabilité du projet.

Cette évaluation permettra à Search for Common, ses partenaires et l'ensemble des acteurs engagés dans la consolidation de la paix de :

- Améliorer (sur la base des leçons apprises et recommandations) leurs stratégies des interventions futures visant à impliquer et à responsabiliser les communautés dans les processus d'analyse, de prévention et/ou des règlements des conflits dans les zones cibles ;
- Dupliquer les stratégies, les approches et les pratiques qui ont conduit au succès de l'intervention ;
- Prendre en compte les limites, les défis et les facteurs d'échec lors de la formulation et de la mise en place de futures interventions relatives à la prévention des conflits communautaires violents.

Méthodologie

Le projet a été mis en œuvre dans 12 communes réparties sur 3 cercles qui sont :

- Cercle de Bandiagara : Bandiagara, Doucoumbo, Sangha et Pignari-Bana ;
- Cercle de Bankass : Bankass, Koulogon Habbe, Baye et Ouenkoro ;
- Cercle de Koro : Koro, Dinangourou, Dioungani et Yoro.

Pour cette évaluation, nous avons utilisé une approche méthodologique mixte alliant la collecte de données quantitatives et qualitatives.

Pour l'approche quantitative, une enquête sondage a été réalisée auprès des communautés bénéficiaires. Dans le but de permettre une comparaison raisonnable entre les résultats de l'étude de base et celles de l'évaluation, Fété Impact Development a adopté le même échantillonnage que l'étude de base. Il s'agit d'un échantillonnage aléatoire stratifié. La collecte de données s'est faite dans les 12 communes cibles du projet, touchant au total 398 personnages au lieu de 388 personnes initialement prévues.

La collecte de données qualitatives s'est faite à travers la revue documentaire, les entretiens des informateurs clés et les focus group.

Pour la revue documentaire Fété Impact Development a procédé à la collecte et à l'analyse des documents suivants : le document de projet, le rapport de l'étude de base, le cadre logique, le tableau des indicateurs, le rapport de suivi de Septembre 2021, le rapport de suivi de mars 2021, Nations Unies, cadre d'analyse des crimes atroces : un outil de prévention, 2014, Conseil de Sécurité des Nation Unies, situation au Mali : rapport du Secrétaire Général des Nations Unies Octobre 2019, Evaluation des programmes de développement-OCDE, Situation Sécuritaire dans le Centre du Mali OFPRA 2019, Dans le Centre du Mali les Populations Prises au Piège du Terrorisme et du Contre-Terrorisme FIDH 2018, Impact des Groupes Armés sur les Populations du Nord et du Centre du Mali SIPRI 2019, le Contexte Sécuritaire au Nord et au Centre du Mali, IRIS 2019, Mali : Situation Sécuritaire COOPERATION SUISSE 2019, Rapport pays GARDA 2021. La revue de ces documents a permis d'avoir une meilleure compréhension du projet « Anw Ko Hêrê ».

Les entretiens avec les informateurs clés se sont tenus avec les leaders communautaires (chefs traditionnels religieux), les autorités administratives et élus locaux (préfets ou sous-préfets, maires et/ou leurs adjoints), les Forces de Défense et de Sécurité et les professionnels de médias. Les données qualitatives ont été collectées à leur niveau.

Dans chaque commune, les collecteurs ont réalisé trois focus group avec les femmes, les jeunes et les hommes. Cela a permis de recueillir l'avis de chaque groupe social sur la pertinence, les effets et la durabilité du projet.

Difficultés rencontrées

La principale difficulté rencontrée lors de la collecte de données est liée à la situation sécuritaire et la période pluvieuse. Les enquêteurs se sont adaptés au planning des membres de la communauté. Pour les membres de la communauté qui étaient réticents, les enquêteurs les ont rassurés du bien-fondé de la mission et de la confidentialité des informations qui étaient collectées. Les ambassadeurs et les leaders communautaires ont facilité le contact entre les enquêteurs et la communauté.

Principaux résultats

Pertinence

L'évaluation de la pertinence permet de dire si les objectifs et les activités du projet - pendant leur mise en œuvre - sont en adéquation avec les besoins des communautés. Le projet visant à renforcer les capacités sur la résilience et la cohésion sociale des communautés du centre du Mali, les données de cette évaluation permettent de comprendre la perception des populations de cet objectif. Ainsi, 67% des répondants de la communauté trouvent que l'amélioration de la communication et le partage d'informations entre la communauté, les médias, la société civile et les forces de défense et de sécurité répondent aux besoins de leur communauté en termes de prévention, gestion de conflits. Toutes les activités mises en œuvre étaient appropriées au contexte dans 10 communes à l'exception de Baye et Ouenkoro où les théâtres participatifs ont dû être remplacés par des dialogues communautaires à cause des interdictions des groupes extrémistes. Les participants se sont bien appropriés les activités dans l'ensemble des communes.

Effets

Nous pouvons affirmer que les activités à caractère social, les séances de sensibilisation, les formations sur la prévention et la gestion des conflits, la mise en place des ambassadeurs de la paix ont contribué à l'atteinte des différents résultats du projet, dans la mesure où les activités du projet n'ont produit que des changements de comportement positifs au sein des communautés. En effet, selon les membres de la communauté, le projet « *Anw Ko Hêrê* » a apporté un grand changement dans la communauté. Pour l'ensemble des zones du projet, 70% des répondants trouvent que ces changements sont forts, soit 71% à Bandiagara, 83% à Bankass et 60% à Koro. 27% des répondants affirment que les changements sont moyens. Lors des analyses de focus group réalisés, beaucoup de changements de comportement ont été également constatés qui contribuent notamment à la réduction des violences (Objectif global du projet) : l'acceptation de l'autre, la communication entre les communautés, la confiance, la sollicitation des ambassadeurs de la paix par la population pour la résolution des conflits dans les villages et la tolérance. Ces points de vue sont partagés aussi bien par les acteurs impliqués du projet que par les groupes d'hommes, de femmes et de jeunes.

Durabilité

L'analyse faite des échanges avec les acteurs impliqués du projet montre que les avantages tirés des activités du projet permettent de continuer les efforts de stabilisation et de cohésion sociale. Afin de pérenniser les acquis du projet, les acteurs locaux envisagent de continuer à utiliser les connaissances véhiculées par le projet. Quant aux activités de sensibilisation à travers la radio, certains acteurs impliqués affirment que les radios partenaires peuvent continuer à produire et diffuser des messages en faveur de la stabilité et de la cohésion sociale. Étant donné que les partenaires locaux ne disposent pas de capacités financières pour continuer d'offrir les avantages services du projet, ils comptent mettre en place un ensemble de mécanismes permettant d'assurer la pérennisation des acquis du projet et ainsi assurer sa durabilité.

Recommandations

Au terme de cette évaluation, les recommandations suivantes sont formulées à l'endroit de Search for Common Ground et des communautés bénéficiaires.

Search for Common Ground

- Mettre en place un mécanisme pour la poursuite des activités nécessitant des moyens financiers ;
- Renforcer la capacité des leaders locaux et des autorités communautaires ;
- Poursuivre et approfondir la formation des formateurs (ambassadeurs) en analyse, prévention et gestion des conflits pour assurer la relève ;
- Sélectionner et former plus d'Ambassadeurs pour analyser, et gérer les conflits dans tous les villages ;
- Mettre en place des Activités Génératrices de Revenus (AGR) pour les jeunes.

Communautés bénéficiaires

- Continuer à organiser des dialogues inter- / intra-communautaire ;
- Poursuivre la sensibilisation dans la communauté ;
- Poursuivre la sensibilisation à la radio ;
- Multiplier les théâtres participatifs.

II. Contexte du projet

Affecté par les conflits armés djihadiste, rébellion, inter et intra-communautaire, le Mali a une superficie totale de 1 241 238 kilomètres carrés pour une population totale de 19 553 397 habitants (CIA). Pays d’Afrique de l’Ouest, le Mali partage ses frontières avec la Mauritanie, l’Algérie, le Niger, le Burkina Faso, la Côte d’Ivoire, la Guinée et le Sénégal.

La cohésion sociale et la croissance économique sont minées par les différents conflits, notamment dans les régions nord du pays où les soulèvements de certaines communautés et les djihadistes ont commencé à prospérer vers la fin des années 2000. En 2012, le Mali rentre en guerre contre plusieurs groupes armés contestant l’autorité du gouvernement, depuis lors les sentiments d’insécurité et de craintes se sont installés dans le pays en général, mais spécifiquement dans les régions touchées par les conflits.

C’est dans ce cadre que Search for Common Ground Mali a obtenu au mois d’octobre 2019 un financement du Bureau de la Démocratie, des Droits de l’Homme et du Travail (DRL) du département d’État américain pour mettre en œuvre le projet « Anw Ko Hêrê ». Ce projet vise le renforcement des capacités sur la résilience et la cohésion sociale des communautés dans les cercles de Bandiagara, Bankass, et Koro dans la région de Mopti au centre du Mali.

Ce projet de 2 ans vise à renforcer la résilience des communautés du centre du Mali en donnant aux parties prenantes de la communauté et de la société civile ciblées les moyens de prévenir activement les conflits communautaires violents et d’améliorer la communication et le partage de l’information entre la communauté cible, les médias, la société civile, les FDS et les autorités administratives et locales pour la prévention des atrocités. En effet, depuis 2018, les conflits entre les communautés Bambara, Dogon et Peulh autour de l’accès aux ressources naturelles et à la justice ont conduit à de graves violations des droits de l’homme et occasionné d’importants déplacements de populations, déclenchant ainsi un cycle de violences dans le centre du Mali. Ainsi, afin de prévenir les atrocités dans les zones cibles, le projet s’est donné comme objectifs de :

OS1. Habilitier les parties prenantes de la communauté et de la société civile ciblées les moyens de prévenir activement les conflits communautaires violents

- Les principaux acteurs de la communauté et de la société civile sont mieux équipés pour détecter et analyser les tendances des conflits au sein de leurs communautés ;
- Les parties prenantes de la communauté cible et de la société civile partagent des analyses et des informations sensibles aux conflits avec les représentants du gouvernement et des forces de sécurité pour éclairer les actions de prévention de la violence ;
- Les leaders communautaires, y compris les jeunes et les femmes leaders, mènent des initiatives de médiation entre des groupes en conflit.

OS2. Améliorer la communication et le partage d’informations entre la communauté cible, les médias, la société civile, la sécurité et les parties prenantes gouvernementales pour la prévention des atrocités

- Les communautés cibles ont un accès accru à des informations vérifiées et sensibles aux conflits sur la dynamique des conflits et les efforts de stabilisation en cours ;

- Les communautés cibles et les principales parties prenantes ont un meilleur accès et de nouvelles plateformes pour partager leurs perspectives pour une paix et une sécurité accrue.

Après la phase de mise en œuvre du projet, Search for Common Ground a entrepris de réaliser une évaluation finale qui a pour objectif d'apprécier la pertinence, les effets et les chances de consolidation et continuité des acquis du projet. Cette évaluation a permis d'apprécier la mise en œuvre du projet, les changements apportés et de dégager des pistes permettant une autonomisation du projet. Elle a consisté à apprécier la mise en œuvre du projet sur la base de trois critères d'évaluation de l'OCDE qui sont la pertinence, les effets et la durabilité. Le but de l'évaluation était formatif. A travers cette évaluation, Search a recueilli des enseignements pour tirer des leçons permettant d'améliorer la mise en œuvre de ses initiatives futures. Il s'agit d'identifier les forces et faiblesses de l'intervention, d'apprécier la réaction de Search face aux difficultés rencontrées et aux menaces sécuritaires. Cette évaluation s'est voulue participative. Elle a impliqué toutes les parties prenantes du projet. Surtout, en mettant un accent particulier sur le genre et les jeunes. Le genre et les jeunes sont des critères transversaux de cette évaluation.

Le projet a ciblé cinq groupes essentiels pour influencer la dynamique du conflit dans la région de Mopti, notamment :

- Les autorités nationales, régionales et locales ;
- Les forces de Défense et de Sécurité ;
- Les chefs traditionnels et chefs communautaires ;
- Les organisations locales de la société civile ;
- Les journalistes radio.

III. Méthodologie

▪ OBJECTIF

Cette évaluation a été conduite par le cabinet Fété Impact Development. Elle a pour but d'identifier les forces et faiblesses de l'intervention.

▪ CRITÈRES D'ÉVALUATION

Sur la base des trois critères qui ont servi à apprécier cette évaluation, les objectifs de cette évaluation étaient les suivantes :

Déterminer la pertinence du projet : C'est la mesure selon laquelle les objectifs du projet correspondent aux attentes des bénéficiaires, aux besoins d'urgence du Mali, aux priorités globales de Search, aux politiques des partenaires et du bailleur de fonds. Rétrospectivement, la question de la pertinence a consisté à nous interroger si les objectifs du projet ou sa conception étaient encore appropriés compte tenu de la possible évolution rapide de la situation d'urgence. Pour ce critère, les « objectifs » se présentent être un affichage initial et formel des changements que le projet doit produire. Les objectifs peuvent donc concerner les réalisations, les résultats ou les impacts. Ils peuvent être exprimés de façon vérifiable, précisant clairement les changements attendus. Il s'est agi donc d'évaluer surtout la phase de la planification du projet, depuis l'idée initiale jusqu'à la proposition de financement, et d'analyser la pertinence de la conception par rapport à la problématique de la paix et sécurité à laquelle le projet s'est attaqué dans les zones d'intervention.

Déterminer les effets du projet : Ce sont les effets à long terme, positifs et négatifs, primaires et secondaires, induits par le projet, directement ou non, intentionnellement ou non. Une attention particulière a été portée au processus de changement des comportements et des pratiques des groupes cibles et bénéficiaires ultimes du projet.

L'analyse de Fété Impact Development a porté sur les aspects liés aux impacts sociaux et comportementaux, en se basant sur les données disponibles, sur les informations collectées à travers le suivi-évaluation, sur les témoignages des différents acteurs rencontrés et sur les observations de terrain.

D'une façon générale, l'évaluation des effets a mis en évidence la tendance évolutive par rapport à la situation de référence (tendance sans le projet de Search) tout en s'attachant à distinguer la contribution de la stratégie dans la réalisation des objectifs, sans perdre de vue la part des interactions avec les effets induits par des changements exogènes.

Déterminer la durabilité : C'est la question de la continuation des bénéfices résultant du projet, avec la probabilité d'obtenir des bénéfices sur le long terme et un maintien des dispositifs mis en place. En particulier, notre équipe de consultant s'est penché sur :

- La durabilité technique : les bénéficiaires disposent-ils de compétences pour assurer la poursuite des activités initiées par le projet ?
- La durabilité économique et financière : les bénéficiaires disposent-ils de ressources ou sont-ils en relation avec des partenaires susceptibles d'assurer ou de contribuer au refinancement de leur sécurité alimentaire ?
- La durabilité organisationnelle et institutionnelle : existe-t-il des mécanismes mis en place ou renforcés par le projet, à même de poursuivre et développer les initiatives mises en œuvre ?

- La durabilité politique : existe-t-il des signes qui traduisent une influence du projet sur les approches mises en œuvre par le dispositif de l'appui humanitaire.

▪ ZONES

CIBLES

Le projet a été mis en œuvre dans 12 communes réparties sur 3 cercles qui sont :

- Cercle de Bandiagara : Bandiagara, Doucoumbo, Sangha et Pignari-Bana ;
- Cercle de Bankass : Bankass, Koulogon Habbe, Baye et Ouenkoro ;
- Cercle de Koro : Koro, Dinangourou, Dioungani et Yoro.

▪ TYPE DE MÉTHODOLOGIE

L'approche méthodologique utilisée pour cette évaluation a été l'approche mixte quantitative et qualitative.

a. Approches qualitatives

i. Revue documentaire

Cette étape comporte quatre activités majeures : la collecte des documents, la revue documentaire et la conception des outils de collecte, l'échantillonnage et la synthèse de la revue documentaire. La revue documentaire a donné l'avantage de tenir compte du travail préalable effectué dans le cadre du projet. Elle a permis de planifier cette évaluation en tenant compte de la conception du projet, de l'étude de base et du suivi. A ce niveau, Fété a effectué la revue de plusieurs documents et recherches dont :

- Le document de projet
- Le cadre logique
- Le tableau des indicateurs
- Le rapport de l'étude de base
- Le rapport de suivi de mars 2021
- Le rapport de suivi de septembre 2021

ii. Entretiens avec des informateurs clés

Les entretiens avec les informateurs clés se sont tenus avec les leaders communautaires (chefs traditionnels religieux), les autorités administratives et élus locaux (préfet ou sous-préfet, maires et/ou leurs adjoints), les Forces de Défense et de Sécurité et les professionnels de média. Les données qualitatives ont été collectées à ce niveau.

Tableau 1 : Échantillon acteurs impliqués

Types d'entretien : Semi directif Type de données à collecter : Qualitatives								
CERCLES	COMMUNES	FDS	MÉDIAS	LEADERS COMMUNAUTAIRES	AUTORITÉS ADMIN	Total	Réalisé	Écart
Bandiagara	Bandiagara	2	1	3	2	8	8	0
	Doucoumbo	-	-	3	1	4	4	0
	Pignari Bana	-	-	3	1	4	4	0
	Sangha	-	1	3	1	5	5	0

Bankass	Bankass	2	1	3	2	8	8	0
	Baye	-	1	3	1	5	5	0
	Koulogon	-	-	3	1	4	4	0
	Ouenkoro	-	-	3	1	4	4	0
Koro	Dinangourou	-	-	3	1	4	4	0
	Dioungani	-	-	3	1	4	4	0
	Koro	2	1	3	2	8	8	0
	Yoro	-	-	3	1	4	4	0
Total		6	5	36	15	62	62	0

iii. Focus group de discussion

Un focus group est un entretien réalisé avec un groupe de répondants. Ainsi, Fété Impact Development a capturé la réaction du groupe de répondants sur une question spécifique. A ce niveau, les données collectées étaient qualitatives. Dans chaque commune, les collecteurs ont réalisé trois focus group avec les femmes, les jeunes et les hommes. Cela a permis de recueillir l'avis de chaque groupe social sur la pertinence, les effets et la durabilité du projet. Le nombre de participants par focus group était compris entre 6 et 12 personnes. Au total, 36 focus group ont été réalisés.

Les collecteurs ont coordonné les discussions de groupe à l'aide d'un guide. Pour chaque point abordé, les collecteurs ont noté les points qui ressortent de la discussion de groupe.

Tableau 2 : Échantillon focus group

CERCLES	COMMUNES	Femmes	Jeunes	Hommes	Total	Réalisé	Écart
Bandiagara	Bandiagara	1	1	1	3	3	0
	Doucombo	1	1	1	3	3	0
	Pignari Bana	1	1	1	3	3	0
	Sangha	1	1	1	3	3	0
Bankass	Bankass	1	1	1	3	3	0
	Baye	1	1	1	3	3	0
	Koulogon	1	1	1	3	3	0
	Ouenkoro	1	1	1	3	3	0
Koro	Dinangourou	1	1	1	3	3	0
	Dioungani	1	1	1	3	3	0
	Koro	1	1	1	3	3	0
	Yoro	1	1	1	3	3	0
Total		12	12	12	36	3	0

b. Approche quantitative

Enquête sondage auprès de la communauté

Le sondage a été réalisé au sein des communautés. Le questionnaire a permis de collecter à la fois des données quantitatives et des données qualitatives. Les collecteurs ont veillé à ce que les interviewés ne soient pas influencés par une personne tierce lors de l'entretien. Le choix du sondage des membres des communautés s'explique par le fait qu'il convient à la collecte de données quantitatives. Notons que les données collectées auprès des membres de la communauté ont été mixtes, mais avec une forte dominance de questions quantitatives.

Dans le but de permettre une comparaison raisonnable entre les résultats de l'étude de base et celles de l'évaluation, Fété Impact Development a adopté le même échantillonnage que l'étude de base. L'étude a été réalisée dans toutes les 12 communes cibles du projet (Bandiagara, Bankass, Baye, Dinangourou, Dioungani, Doucombo, Koro, Koulogon, Ouenkoro, Pignari Bana, Sangha, et Yoro).

Comme l'étude de base, cette évaluation a adopté la méthode d'échantillonnage aléatoire simple avec un intervalle de confiance de 95% et une marge d'erreur de 5%. Ainsi, il était prévu de collecter un échantillon de 388 personnes, réparties proportionnellement en fonction de la taille de chaque commune. Les répondants ont été sélectionnés au hasard parmi les communautés bénéficiaires. Un questionnaire quantitatif élaboré sur la base des questions d'évaluation et des indicateurs du projet a été renseigné auprès de la communauté. Le nombre de collecte prévu a été dépassé comme présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : Échantillon communauté

CERCLES	COMMUNES	TAILLE DE LA POPULATION	Prévu	Réalisé	Ecart
Bandiagara	Bandiagara	17 166	20	21	1
	Doucombo	11 510	13	14	1
	Pignari Bana	30 079	34	34	0
	Sangha	30 798	35	34	-1
Bankass	Bankass	30 159	34	36	2
	Baye	39 096	44	44	0
	Koulogon	13 657	16	16	0
Koro	Ouenkoro	21 723	25	26	1
	Dinangourou	32 823	37	38	1
	Dioungani	32 418	37	38	1
Yoro	Koro	62 681	71	73	2
	Yoro	19 109	22	24	2

Méthode de collecte des données :

Pour la collecte de données, 25 enquêteurs ont été recrutés et formés pendant deux jours avant d'être déployés sur le terrain. Ces enquêteurs ont une bonne maîtrise des langues locales et de l'expérience dans la collecte de données avec des tablettes. Les aspects théoriques et pratiques ont été abordés lors de la formation. La première a consisté essentiellement à présenter l'étude, les objectifs et expliquer les différents outils de collecte (question par question). La seconde partie, celle pratique, a été de renseigner les différents outils de collecte. Cette seconde partie a été précédée d'un test pilote qui a été réalisé par la suite par les enquêteurs dans la communauté.

Le système d'assurance qualité qui a été utilisé comprend la collecte des données électroniques via la plateforme Kobo Collect Toolbox et les séances d'échange avec les collecteurs. La collecte informatisée a permis d'obtenir des données de qualité. Elle a minimisé la perte de données et les erreurs d'interprétation des informations collectées.

Pour collecter les données auprès des différentes cibles, 25 collecteurs ont été répartis entre les douze communes bénéficiaires pour quatre à cinq jours de collecte. Deux collecteurs ont été déployés dans chaque commune, à l'exception de Koro où trois collecteurs ont été déployés à cause de l'importance de la taille de l'échantillon.

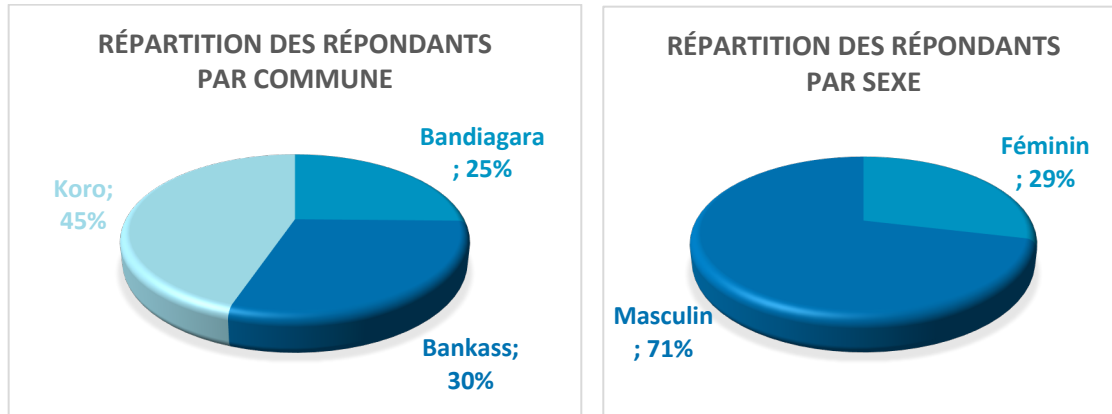
La principale difficulté rencontrée lors de la collecte de données est liée à la situation sécuritaire et la période pluvieuse. Certains informateurs clés n'étaient pas sur place et d'autres étaient occupés à des activités économiques. Les enquêteurs se sont adaptés au planning des interviewés. Pour les focus group des hommes, femmes et jeunes, les membres de la communauté étaient un peu réticents parce qu'ils s'attendaient à une motivation financière, les enquêteurs les ont rassurés du bien-fondé de la mission. Les ambassadeurs et les leaders communautaires ont facilité le contact entre enquêteurs et la communauté.

CARACTÉRISTIQUE DES RÉPONDANTS

- Répartition des répondants au sondage par région et par sexe

398 membres de la communauté ont participé à cette enquête. Répartis par cercle, Koro compte la plus grande proportion de répondants avec 45%, suivi de Bankass 30%, puis Bandiagara avec 25%. Quant à la prise en compte de l'aspect genre, 71% des répondants sont de sexe masculin et 29% féminin.

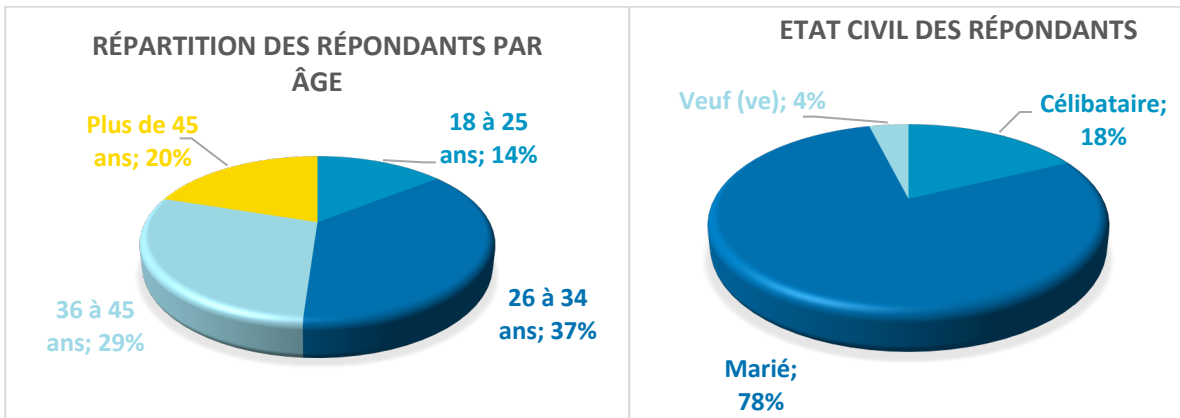
Graphique 1: Répartition des répondants par commune et par sexe



- L'âge et le statut matrimonial des répondants

Les répondants sont des jeunes et des adultes âgés de 18 à 78 ans. Les répondants âgés de 26 à 34 ans représentent la plus grande proportion ; soit 37%. Les 36 à 45 ans représentent 29%, ceux qui ont plus de 45 ans 20% et ceux dont la tranche d'âge est comprise entre 18 et 25 ans représentent 14%. 78% des répondants sont mariés, 18% sont célibataires et 4% se retrouvent dans une situation de veuvage.

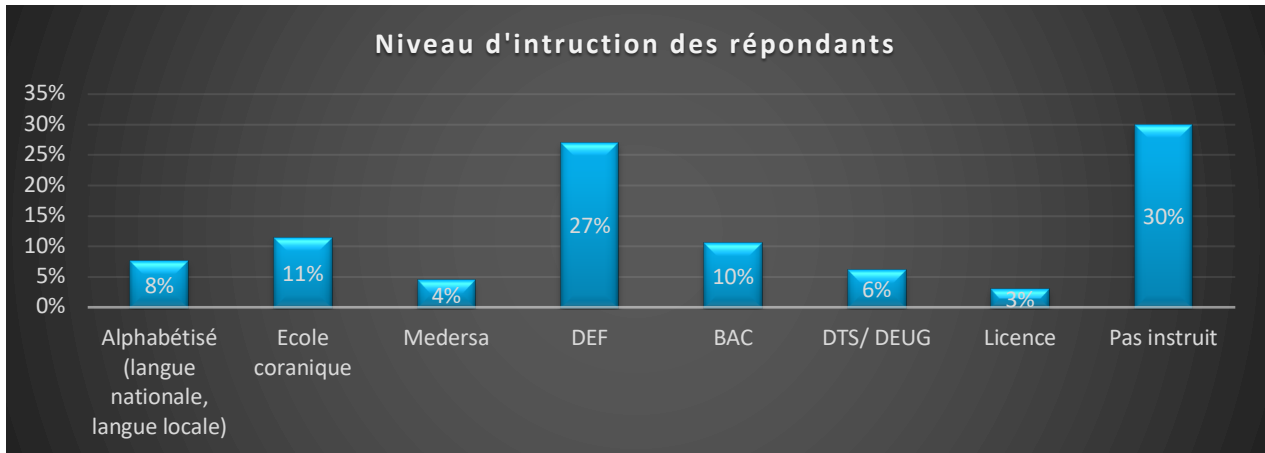
Graphique 2: Répartition des répondants par âge et état civil des répondants



- Niveau d'instruction des répondants

Les données collectées dans les cercles de Bandiagara, Bankass et Koro révèlent que les membres de la communauté ne sont pas assez instruits. 30% n'ont jamais eu la chance d'aller à l'école, 8% ont bénéficié de cours d'alphabétisation en langue nationale et locale, 11% et 4% sont respectivement allés dans les écoles coraniques et Médersa. 27% se sont arrêtés au DEF, 10% ont eu le BAC, seulement 9% ont fait des études universitaires.

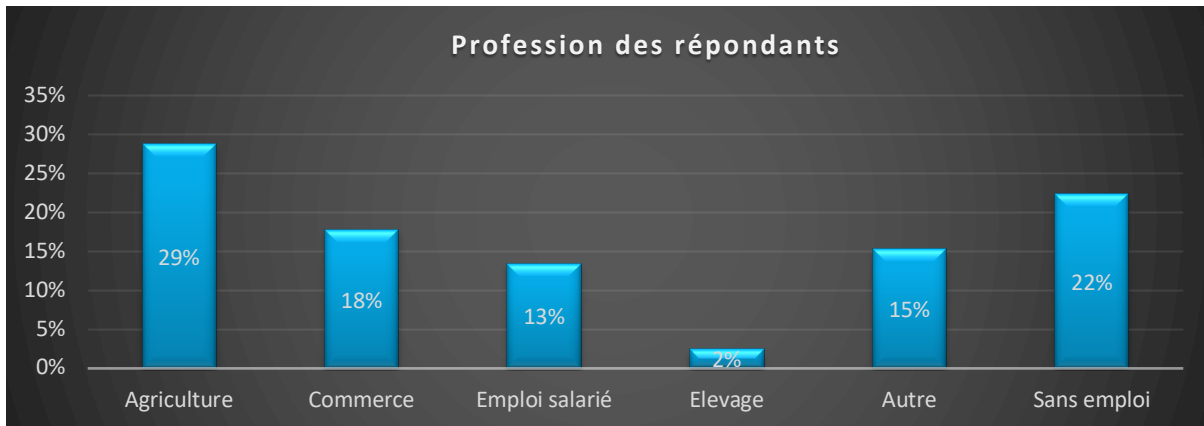
Graphique 3 : Niveau d'instruction des répondants



- Situation économique des répondants

Autant les répondants n'ont pas bénéficié d'une bonne formation, autant leur situation économique est précaire. 29% sont des agriculteurs, 18% font du commerce sans stabilité dans de mauvaises conditions, 2% pratiquent l'élevage ; 15% d'entre eux font d'autres activités (boucherie, chauffeur, coiffure, maçonnerie, mécanique, études) qui leur permet de se prendre en charge. Seulement 13% d'entre eux occupent un emploi salarié tandis que 22% sont sans emploi.

Graphique 4 : Profession des répondants



4.1 LA PERTINENCE DU PROJET

L'évaluation de la pertinence du projet « Anw Ko Hêrê » adresse la raison d'être du projet. Il s'agit d'apprécier avec les données collectées si l'objectif visé par le projet représente vraiment une préoccupation des communautés bénéficiaires, dans quelle mesure les activités menées étaient appropriées et les leçons apprises du projet.

- Description de l'état de la situation sécuritaire dans les communes

Basé sur le Cadre d'analyse des Nations Unies pour les crimes atroces qui regroupe la violence en 8 catégories (meurtres et assassinats, exécutions de personnes, enlèvements, disparitions ou torture de personnes, massacres ou persécutions massives, violences sexuelles (viols), pillages ou destructions de biens publics ou propriété privée, destruction de villages ou de villes, emprisonnement abusif et extermination ou exclusion de groupes de personnes en raison de la langue, de la race, de la nationalité ou de la religion). Selon les acteurs clés et les groupes de femmes et de jeunes, la situation sécuritaire au centre du Mali varie selon les localités. Ils affirment que la situation sécuritaire est très inquiétante dans leurs localités car les attaques persistent par moment, certains n'ont pas accès à certains champs pour la culture et les groupes armés continuent leurs mouvements parmi la population.

Un homme à Bandiagara a témoigné en ces termes : « La sécurité est très précaire actuellement dans la commune à cause des attaques des groupes armés ».

Un animateur radio de Bandiagara s'est exprimé en ces termes : « Dans ma commune, la situation n'est pas bonne du tout, car une partie de la communauté est protégée par les dozos (Dana-Ambassagou), la falaise et la plaine sont sous le monopole des bandits armés. Les attaques ont un peu ralenti à ce moment ».

Pour d'autres acteurs clés venant des communes de Ouenkoro, Koro et Baye, la situation est relativement calme ; les meurtres, les attaques et la destruction des villages se font rares maintenant, chacun s'occupe de ses activités.

Un animateur radio de Bankass a dit ceci : « Grâce aux sensibilisations, la situation sécuritaire de notre commune s'est beaucoup améliorée. Les attaques et enlèvements sont rares maintenant ».

Selon une autorité administrative de Koro : « La situation sécuritaire actuelle dans notre commune s'est bien améliorée à la suite de l'implication de tout le monde, vraiment il y'a le calme et l'entente ».

Dans la commune de Dinangourou, la situation sécuritaire est calme pour le moment. Mais dans les villages environnants, des hommes armés non identifiés continuent d'imposer leur loi (interdiction de raser la barbe, amputation des pantalons, port du voile, interdiction de regroupements mixtes¹). Les hameaux et certains villages environnants sont obligés de donner l'aumône (Zakat)². Les menaces des hommes armés non identifiés ont occasionné le déplacement des hameaux de cultures dans les villages.

- Présence des forces armées de façon permanente ou ponctuelle

¹ Regroupement mixte : regroupement dans lequel se trouvent des hommes et des femmes.

² Utilisé ici pour indiquer une sorte d'impôt imposé par les groupes armés aux populations des zones dont ils ont le contrôle.

Selon les données collectées lors des focus group avec les femmes et les jeunes, la sécurité des populations est assurée par les chefs de villages, les ambassadeurs de la paix, les FDS et le groupe d'auto-défenses Dana Ambassagou. Dans les communes de Doucombo, Pignari Bana, Sangha, Baye, Koulogon, Ouenkoro et Dioungani, la sécurité est assurée par les groupes d'autodéfense dogons car les FDS ne sont pas présentes dans ces communes. Les répondants de la commune de Yoro affirment que la sécurité de la communauté est assurée par la communauté elle-même. Ils ajoutent que les forces armées n'ont jamais mis pied dans leur commune pour la sécurité de la population.

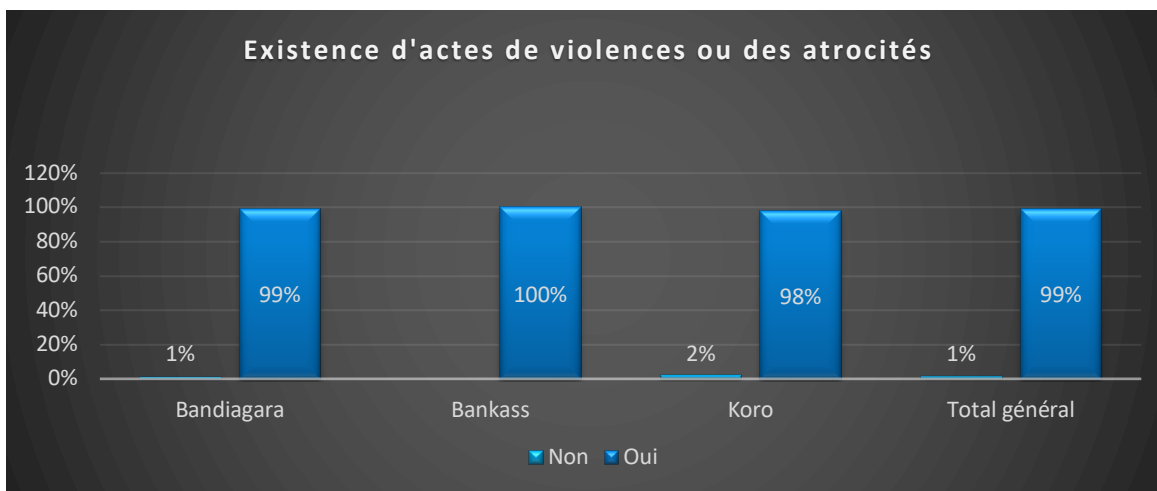
Lors du focus group avec les hommes à Bandiagara (Pignari Bana) ils est ressorti ceci : « Notre sécurité est assurée par les groupes d'autodéfense dogons car les FDS ne sont pas présentes dans la commune de Doucombo ».

Selon le groupe de femmes à Bankass : « Les FDS assurent la sécurité de la commune. Elles sont ponctuelles et permanentes ici mais nous voulons que cela soit dans tous les villages de Bankass ».

A Koro les femmes se sont exprimées en ces termes : « La sécurité de la communauté de Yoro est assurée par elle-même. Depuis que nous sommes là les forces armées n'ont jamais mis pied dans notre commune pour la sécurité de la population ».

Selon les rapports du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation au Mali, 31 % des attaques au Mali entre juillet et septembre 2019 ont été perpétrées dans la région de Mopti et ces violences ont tendance à s'aggraver. Des données issues du sondage auprès de la communauté, 99% des répondants affirment l'existence des violences et atrocités dans les localités. Seulement 1% des répondant dit qu'il n'existe pas d'actes de violences ou des atrocités. 1% peut sembler insignifiant mais dans un contexte de sécurité complexe comme celui du centre du Mali ce pourcentage n'est pas à négliger. Le projet « Anw Ko Hêrê » a lui seul ne peut mettre fin à toutes les violences dans les 12 communes bénéficiaires mais il y contribue. Le changement est un long processus. Les violences qui ressortent des données sont entre autres : les enlèvements, les disparitions ou tortures des personnes, les exécutions de personnes, les meurtres, les massacres ou persécution des personnes, les violences sexuelles, les pillages ou destructions de biens publics ou privés, les destructions de villages et les emprisonnements abusifs. De plus, d'autres types de violences ont été également signalées par les participants, notamment le harcèlement et les coups de fouets sur les femmes en les obligeant de porter le voile, les menaces de mort à propos du port du voile et le rasage de la barbe dans la commune de Yoro.

Graphique 5 : Existence d'actes de violences ou des atrocités



Selon les données les actes de violence ont diminué dans les communes de Dinangourou, Dioungani et Pignari Bana.

Tableau 4 : Existence des actes de violence par commune et tableau 5 : Existence des actes des violence selon le sexe des répondants :

	Non	Oui	Total général
Bandiagara	0,00%	100,00%	100,00%
Bankass	0,00%	100,00%	100,00%
Baye	0,00%	100,00%	100,00%
Dinangourou	5,26%	94,74%	100,00%
Dioungani	5,26%	94,74%	100,00%
Doucoumbo	0,00%	100,00%	100,00%
Koro	0,00%	100,00%	100,00%
Koulogon	0,00%	100,00%	100,00%
Ouenkoro	0,00%	100,00%	100,00%
Pignari Bana	2,94%	97,06%	100,00%
Sangha	0,00%	100,00%	100,00%
Yoro	0,00%	100,00%	100,00%
Total général	1,22%	98,78%	100,00%

Étiquettes de lignes	Non	Oui	Total général
Féminin	1,69 %	98,31%	100,00%
Masculin	1,02 %	98,98%	100,00%
Total général	1,22 %	98,78%	100,00%

- **Types violences observées les 6 derniers mois dans les localités**

Durant les six derniers mois, 89% des violences à Koro concernaient les enlèvements, disparitions ou tortures des personnes. 70% des violences étaient des meurtres et assassinats à Bandiagara tandis qu'à Bankass les violences les plus fréquentes étaient les exécutions des personnes, soit 39%. Les enlèvements, les disparitions ou tortures, les meurtres ou assassinats, le pillage et destruction de biens publics ou privés ont été cités par les membres de communauté comme violences récemment observées dans l'ensemble des cercles. En plus de subir ces atrocités, les femmes et les jeunes filles sont obligées de porter des voiles même en familles pour échapper aux harcèlements, à l'humiliation et aux coups de fouets des hommes armés. Les habitants sont privés des droits de regroupement pour tous types d'évènements culturels, ils n'ont ni le droit de fumer de la cigarette ni le droit de le vendre encore moins le droit de se raser les barbes.

Graphique 6 : Types de violences observées les 6 derniers mois

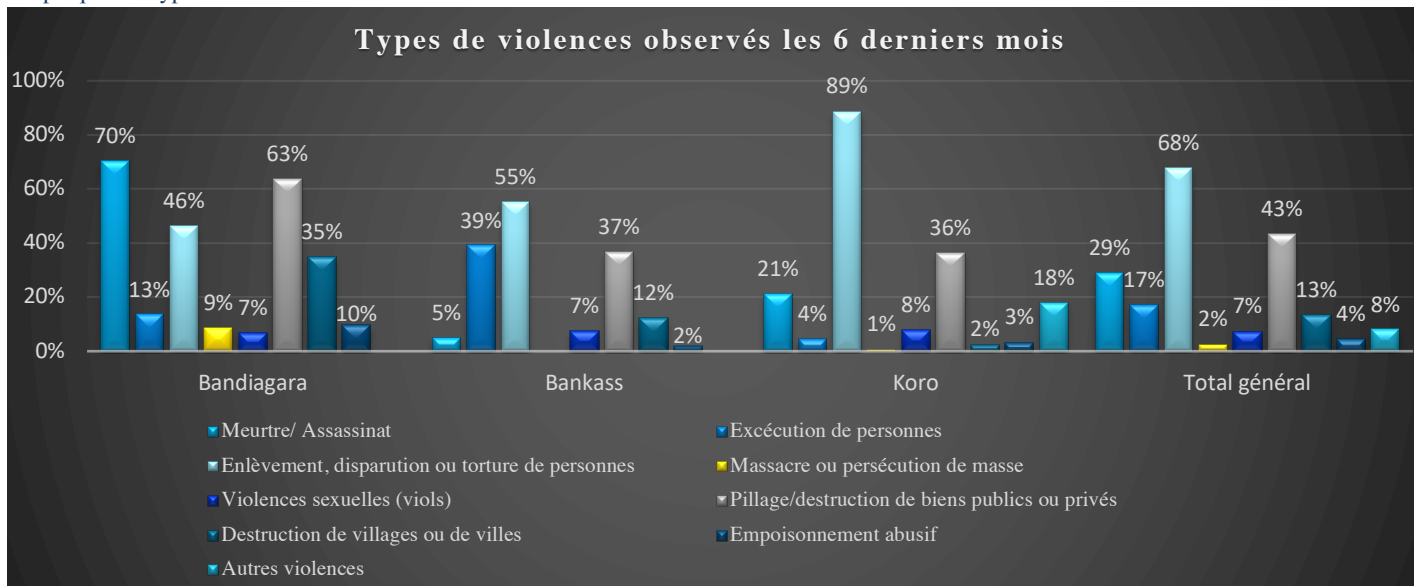


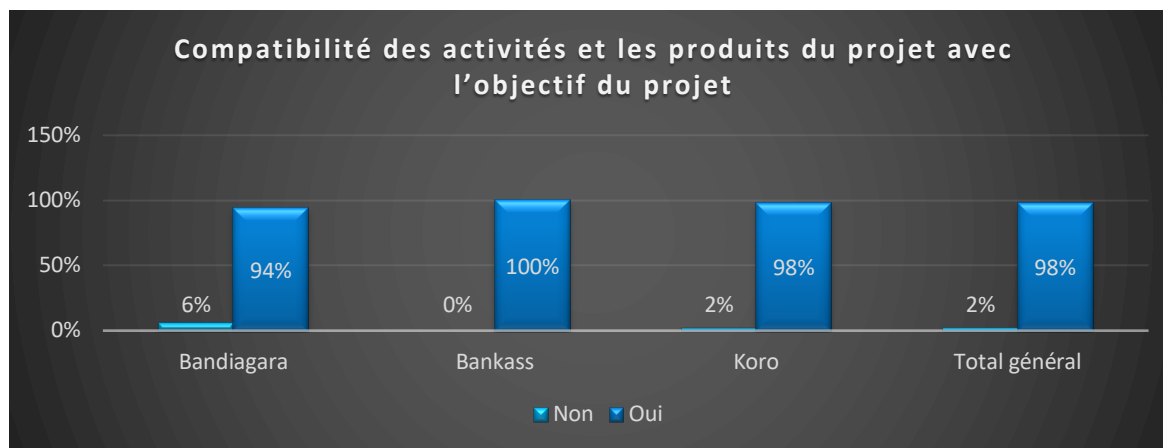
Tableau 6 : Top des types de violence dans les communes

COMMUNES	PREMIÈRE	DEUXIÈME	TROISIÈME
Bandiagara	Meurtre/ assassinat	Enlèvement, disparition ou torture de personnes	Excécution de personnes
Bankass	Pillage/ destruction de biens publics ou privés	Enlèvement, disparition ou torture des personnes	Destruction des villages ou des villes
Baye	Excécution de personnes	Violences sexuelles (viols)	
Dinangourou	Meurtre/ assassinat	Pillage/ destruction de biens publics ou privés	Enlèvement, disparition ou torture de personnes
Dioungani	Enlèvement, disparition ou torture des personnes	Pillage/ destruction de biens publics ou privés	Meurtre/ assassinat
Doucombo	Meurtre/ assassinat	Excécution de personnes	Destruction des villages ou des villes
Koro	Enlèvement, disparition ou torture des personnes	Pillage/ destruction de biens publics ou privés	Destruction des villages ou des villes
Koulogon	Excécution de personne	Massacre ou exécution de masse	Meurtre/ assassinat
Ouenkoro	Enlèvement, disparition ou torture des personnes	Pillage/ destruction de biens publics ou privés	Destruction des villages ou des villes
Pignari Bana	Meurtre/ assassinat	Pillage/ destruction de biens publics ou privés	Destruction des villages ou des villes
Sangha	Pillage/ destruction de biens publics ou privés	Destruction des villages ou des villes	Enlèvement, disparition ou torture des personnes
Yoro	Enlèvement, disparition ou torture des personnes	Pillage/ destruction de biens publics ou privés	Autres violences (violences faites aux femmes, obligation de se voiler, interdiction d'activités culturelles, menace de mort)

- **Compatibilité des activités et les produits du projet avec l'objectif du projet**

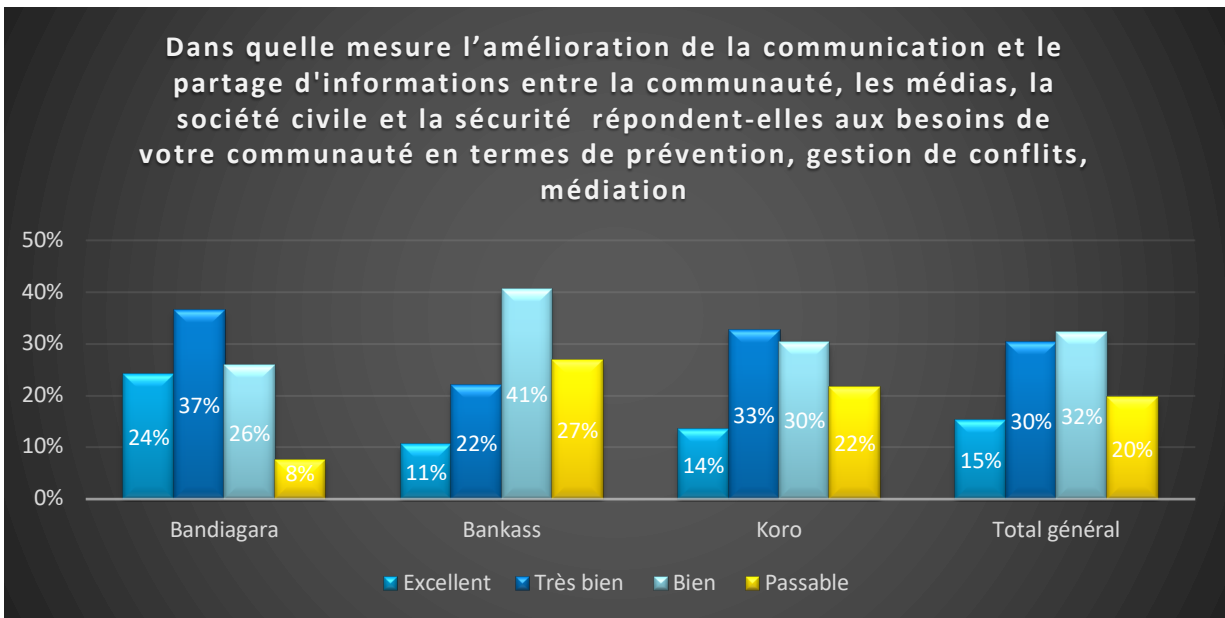
Le projet « *Anw Ko Hêrê* » a pour objectif d'habiliter les parties prenantes pour prévenir les conflits et améliorer la communication et le partage d'informations entre la communauté cible, les médias, la société civile, la sécurité et les parties prenantes gouvernementales pour la prévention des atrocités. Grâce aux activités de renforcement des capacités dont les acteurs ont bénéficié, ils ont analysé les conflits et les autres problèmes de la commune, sensibilisé sur prévention et la gestion des conflits, fait des médiations etc. Les données collectées auprès de la communauté montrent que les activités de communication et le partage d'informations entre la communauté, les médias, la société civile et la sécurité ont contribué à prévenir des atrocités et à réduire les violences dans les communautés. Au vu de ce qui précède, nous pouvons dire que les activités du projet sont compatibles à l'atteinte des objectifs recherchés.

Graphique 7 : Compatibilité des activités et les produits du projet avec l'objectif du projet



Le projet « *Anw Ko Hêrê* » est très pertinent par rapport aux besoins des bénéficiaires parce qu'il a apporté une amélioration positive dans la gestion et la prévention des conflits qui était vraiment une préoccupation réelle dans ces localités. 80% des répondants de la communauté apprécient de manière positive l'amélioration de la communication et le partage d'informations entre les communautés, les médias, la société civile et les forces de défense et de sécurité grâce à l'intervention du projet. Parmi ces 80%, 15% l'apprécient de façon excellente, 30% très bien, 32% bien. Nous remarquons que toutes les communes dégagent presque la même tendance. Nous pouvons affirmer que l'approche de communication utilisée par Search convient aux besoins d'information ressentis par les populations.

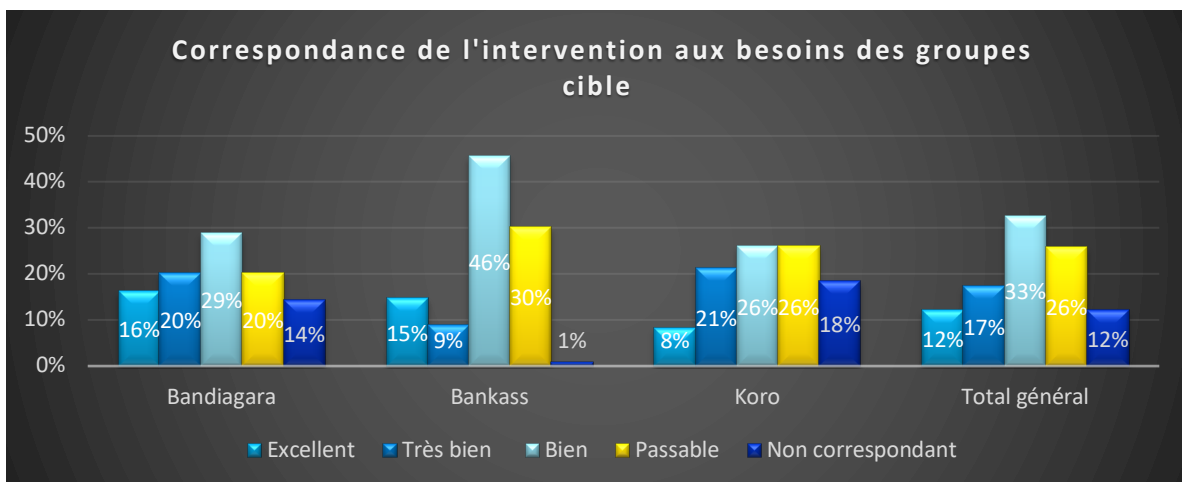
Graphique 8 : L'amélioration de la communication, prévention, gestion de conflit



- Pertinence de l'intervention au regard des besoins actuels des groupes cibles et parties prenantes

Le projet « *Anw Ko Hêrê* » vise à apporter un appui dans le cadre de la prévention et de la gestion des conflits à travers la communication. Les activités du projet s'alignent fortement aux besoins des communautés des cercles de Bandiagara, Bankass et Koro à cause des conflits communautaires qui sévissent. Les données collectées montrent que les conflits représentent un enjeu majeur dans l'ensemble des cercles pour 88% des communautés bénéficiaires à des degrés différents par cercle. Seulement 12% de l'ensemble des répondants disent que les violences ne représentent pas une réelle préoccupation dans les localités. Dans l'ensemble, il ressort que l'intervention répond aux besoins des groupes cibles.

Graphique 9 : Correspondance de l'intervention aux besoins des groupes cible



La mise en œuvre du projet « *Anw Ko Hêrê* » a contribué à la résolution des conflits dans les localités bénéficiaires. Cela de plusieurs manières : la sensibilisation des communautés, la diffusion des émissions radiophoniques sur la paix et cohésion sociale, l'organisation de forum inter/ intracommunautaire, le

renforcement des acteurs locaux sur l'analyse, la prévention et gestion de conflits, les théâtres, les rencontres de concertation entre les leaders communautaires.

- **Appropriation des choix des interventions et des approches aux besoins des acteurs**

Selon les ambassadeurs interrogés lors de la collecte de données, le choix des interventions et les approches utilisées par le projet sont très appropriés parce qu'ils sont centrés sur les parties prenantes et permettent de responsabiliser les acteurs locaux impliqués dans le conflit. Cette approche a été très participative et a pris en compte le besoin des acteurs. Elle est centrée sur la mise en place d'un comité d'ambassadeurs de paix dans chaque commune d'intervention.

- **Ciblage des acteurs**

Les principaux acteurs de la mise en œuvre du projet sont les ambassadeurs. Le projet a fait un bon ciblage de ces acteurs, parce que ce sont des personnes connues, respectées par la communauté et ayant un bon leadership. Ce sont des personnes auxquelles on fait généralement recours lorsqu'il y a un conflit dans les communautés. Elles sont écoutées, respectées et ont un pouvoir d'influence sur les conflits qui peuvent opposer les membres de la communauté.

- **Identification des bénéficiaires ou acteurs principaux du projet (critères de sélection)**

La sélection des ambassadeurs a été faite de concert avec les communautés et en tenant compte des réalités de la localité. Les ambassadeurs ont été sélectionnés parmi toutes les couches de la société (autorités locales et administratives, jeunes, femmes, leaders religieux). Ils répondent à un certain nombre de critères :

- Être légitime et influent au sein de la communauté ;
- Capacité à être discret et à collaborer avec les forces de défense et de sécurité ;
- Bonne connaissance du contexte de sécurité, avoir un bon leadership.

Plusieurs acteurs communautaires ont été impliqués dans la mise en œuvre du projet à travers le comité des ambassadeurs : autorités locales, leaders religieux, FDS, autorités administratives, élus locaux, personnel de média. Ces ambassadeurs choisis parmi la communauté ont été formés par Search. Ils ont mené plusieurs activités : la sensibilisation sur la prévention et la gestion des conflits, les dialogues communautaires ainsi que la production et l'émission des spots radio. Les acteurs impliqués dans le projet ont fait une bonne appréciation de leur implication et du rôle qu'ils ont joué pour une bonne mise en œuvre des activités du projet. Les témoignages attestent l'implication des différents acteurs dans la mise en œuvre du projet :

Un animateur à Sangha dans le cercle de Bandiagara : « **Dans la mesure où le projet a mis en place les ambassadeurs de la paix qui sont des habitants de la commune, faire un partenariat avec les radios qui diffuse les messages sur la paix selon moi est un besoin approprié aux besoins des acteurs. La paix ne peut pas revenir du jour au lendemain mais c'est en menant ce genre d'action que dans l'avenir on aura la paix souhaitée** ».

Un leader communautaire à Bankass : « **Les choix sont appropriés aux besoins car toutes les interventions tournent autour de la prévention et la gestion des conflits, or c'est ce qui est d'actualité chez nous** ».

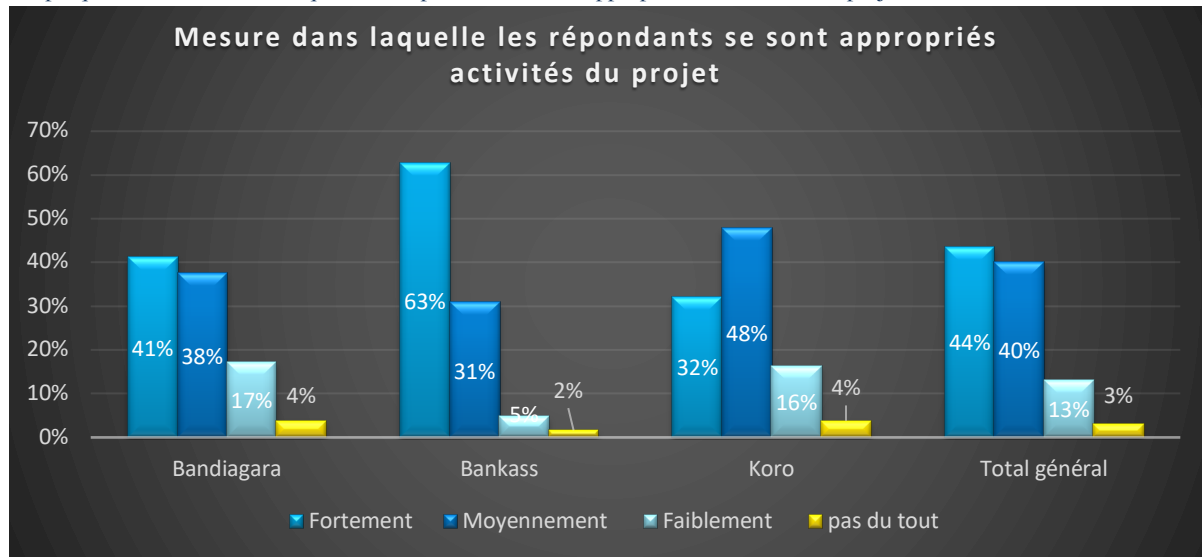
Un secrétaire à la préfecture de Koro : « **Les choix correspondent aux réalités du terrain et les approches sont bonnes parce-que le fait de mettre la communauté elle-même au centre de la gestion des conflits permettra à chacun de voir la réalité des uns et des autres** ».

- **Appropriation des activités du projet par les bénéficiaires**

L'approche participative adoptée par le projet vise à rassurer une bonne appropriation des activités par les bénéficiaires. Ils se sont bien appropriés les activités d'analyse des conflits et autres problèmes de la

commune, de sensibilisation, de médiation etc. Dans l'ensemble des cercles, 44% des répondants affirment qu'ils se sont fortement approprié les activités du projet (soient 41% à Bandiagara, 63% à Bankass et 32% à Koro). 40% moyennement et 13% faiblement. Seulement 3% des répondants ne se sont pas approprié les activités du projet parce qu'ils ne se sentent pas impliqués. Ces derniers sont localisés dans les communes de Bankass, Dinangourou, Koro, Koulogon et Pignari Bana.

Graphique 10 : Mesure dans laquelle les répondants se sont appropriés des activités du projet



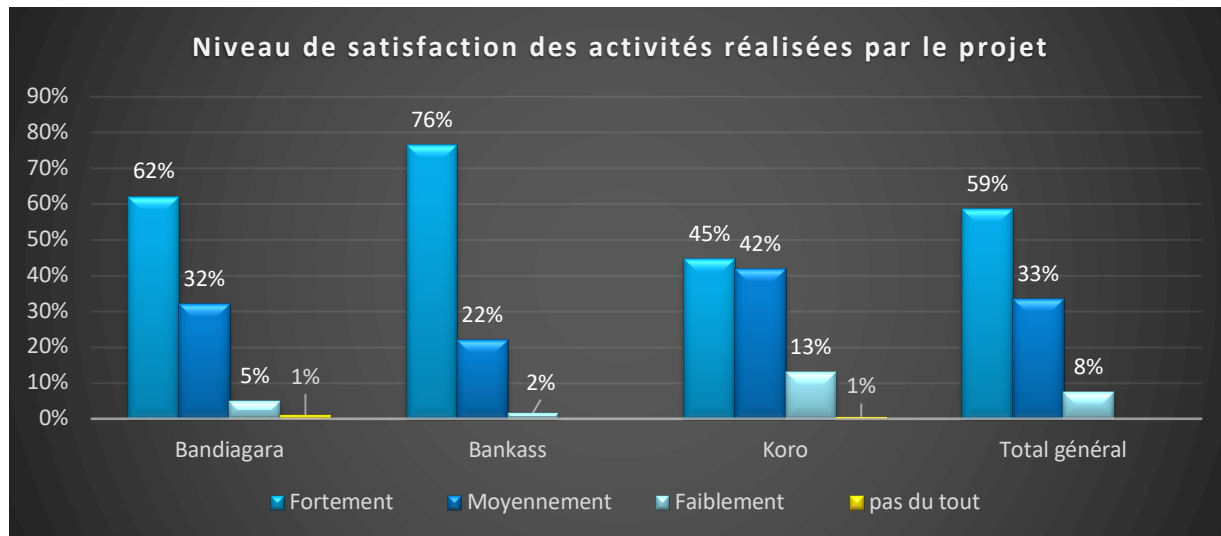
- **Capacité des acteurs ciblés à analyser, prévenir et gérer les conflits communautaires**

Les données collectées auprès des ambassadeurs montrent que dans tous les cercles, les acteurs ciblés par le projet (ambassadeurs) ont les capacités requises pour analyser, prévenir et gérer les conflits. Les ambassadeurs ont acquis les connaissances nécessaires lors de leur formation sur la prévention et la gestion des conflits. Dans le cercle de Bandiagara, Bankass et Koro, les ambassadeurs ont eu à intervenir lors de conflits conjugaux, fonciers, des conflits entre les déplacés et les communautés hôtes, des conflits de chefferies, des conflits entre les communautés peulh et dogon.

- **Satisfaction des membres des bénéficiaires par rapport aux activités réalisées par le projet**

59% de l'ensemble des répondants de la communauté affirment être satisfaits des activités réalisées. Dans le cercle de Bandiagara, 62% des répondants affirment être fortement satisfaits des activités réalisées par le projet, 36% moyennement satisfaits et 5% faiblement satisfaits. Seulement 1% des répondants venant de la commune de Pignari Bana disent qu'ils ne sont pas du tout satisfaits des activités réalisées par le projet. Concernant le cercle de Bankass, 76% des répondants sont fortement satisfaits, 22% moyennement et 2% faiblement. Parlant de Koro, les données révèlent que 45% des répondants sont fortement satisfaits, 42% moyennement satisfaits, 13% faiblement satisfaits et 1% de la commune de Yoro pas du tout satisfaits.

Graphique 11: Niveau de satisfaction des activités réalisées par le projet



A travers des échanges, tous les acteurs clés affirment être satisfaits des services fournis dans le cadre du projet « *Anw ko hêrê* ». Pour l'ensemble des répondants, la stabilité, l'entente et la cohésion sociale ont été renforcées dans leurs communes grâce aux activités du projet. En effet, le projet a permis de renforcer la capacité des acteurs de la paix en prévention et gestion des conflits. Il a permis de résoudre beaucoup de conflits dans les localités, notamment les conflits intercommunautaires, les violences conjugales, les conflits fonciers, les actes d'atrocité, les attaques et les enlèvements. Ci-dessous quelques témoignages des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet :

Un animateur à Sangha dans la commune de Bandiagara : « **Oui, la mise en œuvre du projet a résolu beaucoup de conflits dans la commune que ce soit fonciers, intercommunautaire ou même conjugaux** ».

Un leader communautaire à Baye dans le cercle de Bankass : « **Oui nous sommes très satisfaits par les services fournis par le projet car grâce à ces activités la paix, la stabilité et la cohésion sociale sont renforcées** ».

Une femme leader de Dinangourou dans le cercle de Koro : « **Oui, nous sommes satisfaits parce que grâce à ces actions nous avons pu gérer ce problème entre les jeunes de la commune qui avait tant duré. Grâce à la sensibilisation et à la médiation des ambassadeurs de la paix, l'écoute et le respect sont mutuels dans la commune** ».

- **Exécution des activités prévues**

Dans l'ensemble, la mise en œuvre des activités du projet « *Anw Ko Hêrê* » a été un succès. Presque toutes les activités prévues dans le cadre du projet ont été réalisées. Seules les séances de théâtre participatif prévues à Ouenkoro et Baye n'ont pas pu être implémentées à cause de la présence des groupes extrémistes dans cette localité. Elles n'étaient donc pas à mesure d'accueillir l'équipe qui devait animer les théâtres participatifs. En effet, toutes activités de théâtre étaient interdites. Ainsi à la place des théâtres, des dialogues communautaires ont été organisés dans ces deux communes. Ces dialogues ont rassemblé les hommes d'une part et les femmes d'autre part. Mais ces dialogues communautaires qui ont remplacé les théâtres n'ont pas vraiment permis d'atteindre les objectifs visés par les théâtres. Les théâtres ont l'avantage de véhiculer des messages tout en s'amusant, dans la gaieté et un environnement convivial, ce qui n'est pas le cas pour les dialogues communautaires. Aussi les dialogues communautaires n'ont permis d'aborder qu'un seul thème

à savoir le retour des personnes déplacées alors que le théâtre participatif traite en plus les questions de foncière, de ressources naturelles, de la gestion familiale.

- **Adaptation du projet à l'évolution de la situation sécuritaire dans les zones cibles pour garantir l'atteinte des résultats et effets directs**

Conformément à la proposition le projet s'est appuyé sur l'AJCET (Association des Jeunes Contre l'Enrôlement dans le Terrorisme) comme partenaire de mise en œuvre des activités. L'AJCET est présent dans toutes les localités bénéficiaires et ils ont travaillé en collaboration avec les ambassadeurs de paix. Cette association a l'avantage de maîtriser les localités et le contexte sécuritaire. L'AJCET a été formé par Search et appuyé financièrement. Dans les localités (Yoro, Baye et Ouenkoro) où Search n'avait pas la possibilité de se rendre à cause de l'état de sécurité, il a fait recours aux agents d'appui au sein de la communauté. Ces agents ont été formés par Search et assistés à distance par les assistants programmes des cercles de Bankass, Koro et Bandiagara. Le calendrier d'exécution des activités était réaménagé au fur et à mesure, en fonction des informations du département de sécurité.

- **Valider des liens de causalité entre les différents niveaux de la Théorie de changement**

Il s'agit là de porter une appréciation sur les résultats obtenus en fonction des différents niveaux de la théorie du changement. : impact, effets et résultats.

« *Anw Ko Hêrê* » a pour impact, contribuer à la réduction des violences et atrocités dans les localités bénéficiaires. L'analyse de causalité permet de remarquer que les effets positifs engendrés par le projet ont permis de contribuer à l'impact du projet. 97,81% des répondants affirment cela. Il faut noter également que l'appropriation de la communauté et l'adaptation des activités en fonction des réalités de chaque localité y ont joué un rôle important.

Les extrants obtenus de la mise en œuvre des activités ont engendré l'obtention des effets attendus. Les séances de formation, de réunion et de travail sur l'analyse des conflits et des perspectives de solution ont effectivement permis d'accroître la capacité des parties prenantes en analyse des risques et développement des scénarios prospectifs pour leurs transformations. 98,30% des membres des communautés ont affirmé avoir reçu des informations provenant des analyses de conflit dans leur localité. La formation des acteurs de médias et la dotation des radios en matériel ont permis aux communautés d'avoir accès à des informations sur la dynamique des conflits. Les résultats de l'étude permettent alors de valider les liens de causalité entre les différents niveaux de la théorie du changement.

- **Leçons que l'on peut tirer de cette intervention**

De l'analyse de la pertinence du projet, on peut retenir entre autres les leçons ci-dessous :

- ✓ Le renforcement des capacités des acteurs locaux est un moyen efficace de pérenniser le projet. Il permet de responsabiliser les acteurs locaux pour être à mesure de prévenir et gérer les conflits.
- ✓ Les activités de cohésion sociale contribuent à la diminution des tensions. Les journées théâtrales sont un bon moyen pour rassembler les différentes couches de la communauté sur la question de la paix et de sécurité ;
- ✓ Les émissions radiophoniques permettent de toucher un nombre important de membres de la communauté surtout ceux dont la mobilité est limitée tels que les handicapés et les personnes âgées ;

- ✓ Les communautés ont pris conscience que l'État ne peut pas garantir la stabilité et que pour bien se protéger il faut l'implication de tout un chacun. Tous les membres de la communauté ont un rôle à jouer dans la stabilité.
- ✓ Les problèmes mineurs de la communauté non gérés deviennent de grands problèmes ;
- ✓ La collaboration entre les membres de la communauté joue un grand rôle pour la stabilité de la localité ;
- ✓ Dans le conflit il n'y a pas de gagnant, tout le monde est perdant. Le dialogue est le moyen par excellence pour résoudre un problème

Suite à cette analyse portant sur le description de l'état de la situation sécuritaire dans les communes, de la présence des forces armées de façon permanente ou ponctuelle, des types violences observées les 6 derniers mois dans les localités, l'existence de groupes de personnes qui sont anéantis à cause de leur langue, race, nationalité ou religion, à l'appropriation du projet et de ses activités par les bénéficiaires, à l'implication des acteurs dans la mise en œuvre des activités du projet, à la capacité des acteurs ciblés à analyser, prévenir et gérer les conflits communautaires nous pouvons affirmer que le projet « *Anw Ko Hêrê* » a une très forte pertinence.

4.2 LES EFFETS DU PROJET

Effets positifs/négatifs voulus/non voulus du projet

Ici nous cherchons à apprécier les changements positifs qui ont été remarqués dans les localités d'intervention du projet. Pour les acteurs impliqués du projet, les changements positifs générés par le projet sont la collaboration entre les jeunes et la cohésion sociale, la réduction des violences et des conflits de ménages, la libre circulation des personnes et leurs biens lors des foires hebdomadaires, la cohésion sociale. A ceci s'ajoute la collaboration entre les communautés, le retour des déplacés, la solidarité, la tolérance, la réconciliation, la prévention des conflits et le renforcement de la confiance entre les ethnies selon les dires des participants aux focus group réalisés. Les données collectées montrent que les effets du projet sont positifs et remarquables sur l'ensemble des acteurs impliqués. Les différents témoignages soutiennent ce constat :

Un membre de la communauté à Yoro dans le cercle de Koro : « *Les changements apportés par le projet sont énormes, la tolérance, le respect mutuel, la collaboration de la communauté, l'orientation de la communauté sur la gestion des conflits. Il y a eu un grand changement de comportement. C'est le projet qui a d'ailleurs aidé les uns et les autres à se comprendre* »

Un commerçant à Doucombo, cercle de Bandiagara : « *Le projet a été un facteur de rassemblement et de renforcement de cohésion surtout entre les femmes* »

Un agriculteur à Bankass : « *Grâce aux activités de sensibilisation, formations, dialogues, gestion des petits conflits, le projet a pu instaurer la confiance entre les gens et renforcer la cohésion sociale* ».

L'ensemble des acteurs impliqués du projet et répondants des focus group affirme que le projet n'a pas généré de changements négatifs dans la commune, au contraire il a donné des solutions de gestion à la crise favorisant la cohésion sociale.

- *Les effets liés aux activités du projet et facteurs externes*

Les focus group réalisés auprès des acteurs impliqués du projet nous permettent de voir si les effets observables sont dû aux activités du projet. Ces changements sont générés d'une part par le projet et d'autre part par des facteurs externes.

Grâce aux activités du projet, les communautés ont appris à transformer les conflits en une opportunité de changement positive dans la commune. Il leur a appris également une autre façon de prévenir et gérer les conflits en toute simplicité. En outre, avec les activités du projet telles que les formations, les théâtres participatifs, la lutte, les séances de sensibilisation et tables rondes, les habitants ont changé de mentalités et de perceptions sur la crise sécuritaire qu'ils vivent. Ils savent que tous les membres de la communauté ont un rôle à jouer pour la transformation des conflits. Les différents témoignages permettent de comprendre les effets que les activités du projet ont produit.

Un agriculteur à Doucombo dans le cercle de Bandiagara : « Les activités du projet ont permis d'influencer les mécanismes de stabilité et de prévention des conflits à travers la mobilisation et la sensibilisation des communautés, grâce au renforcement de capacités des différentes parties prenantes du conflit ».

Un père de famille à Koro : « Les activités du projet ont influencé les mécanismes de stabilité et de prévention des conflits dans votre commune. Parce que les activités ont permis à la communauté de comprendre certains aspects notamment sur l'importance de communication, de collaboration, de partage d'informations dans le processus de stabilité et de prévention des conflits »

Des jeunes dans le focus group à Docombo dans le cercle de Bandiagara ont témoigné en ces termes : « Grâce aux activités du projet, beaucoup de conflits ont pu être résolus. Par exemple ceux entre les femmes déplacées et femmes hôtes de Doucombo et les litiges fonciers à Bodio etc. Ce qui a permis d'amener la stabilité dans la commune. Les journées théâtrales aussi ont beaucoup influencé sur la prévention et la gestion des conflits dans la commune. L'analyse et la gestion des conflits conjugaux ont permis d'éviter des divorces dans la commune. Les émissions radiophoniques sont des moyens efficaces de sensibiliser un nombre important de la commune même les groupes armés à mon avis ».

En plus des activités du projet, d'autres facteurs externes ont contribué aux changements observés. Il s'agit notamment du système traditionnel de gestion des conflits qui était déjà présent dans les communautés : le cousinage, l'intervention des griots etc. Les activités culturelles de cohésion sociale telles que la danse traditionnelle et la lutte traditionnelle y ont également contribué. Enfin, l'intervention d'autres associations locales et ONG présentes dans les communautés sont des facteurs externes qui ont contribué à prévenir et gérer les conflits. Comme nous pouvons lire dans les différents témoignages recueillis auprès d'informateurs clés dans les communautés :

Selon un animateur de la radio Kantiguiya à Baye : « L'association ADABA créée par les ressortissants de la commune est l'un des facteurs du changement, en partenariat avec les ambassadeurs pour le dialogue social entre les communautés locales ».

Pour le Préfet adjoint de Bankass, « Le projet seul n'était pas impliqué dans la résolution de cette crise, il y avait d'autres organisations et structures qui œuvraient également pour la paix et la stabilité. Chacun a joué pleinement son rôle ».

Pour une autorité de la commune de koro : « Ces facteurs externes sont les valeurs et les principes qui nous unissent et que nous avons avant l'avènement du conflit et cela est assuré par nos chefs traditionnels et le lien de cousinage des parties prenantes. »

Selon un agriculteur à Bankass les facteurs externes sont « La lutte traditionnelle et les danses traditionnelles » ;

- **Changements de comportement constatés au sein des communautés et l'apport du projet dans la prévention et la gestion des conflits dans les zones ciblées**

Des analyses de focus group réalisés, beaucoup de changements de comportements ont été également constaté notamment : l'acceptation de l'autre, la communication entre les communautés, la confiance, la sollicitation des ambassadeurs de la paix par la population pour la résolution des conflits dans les villages et la tolérance. Ces points de vue sont partagés aussi bien par les acteurs impliqués du projet que par les groupes d'hommes, de femmes et de jeunes comme attestés par les témoignages recueillis lors des focus group :

Un père de famille dans les focus group homme à Koro : « Il y a eu beaucoup de changements de comportement : la population a eu un éveil de conscience et les gens ont compris que rien ne vaut la paix. Aujourd'hui toutes les filles et tous les fils de la commune sont en train d'œuvrer dans ce sens ».

Des femmes en focus group à Bankass : « Les gens collaborent maintenant. Les autorités et la population s'entendent bien. Le pardon et la tolérance sont là. La méfiance a disparu. Les conflits sont gérés dans l'amicable. Les communautés avec l'aide des ambassadeurs savent analyser, prévenir et gérer un conflit sans aides extérieures ce qui est une très bonne chose dans la commune ».

Des hommes dans les focus group à Bandiagara : « Nous avons maintenant une perception différente de la crise actuelle. Auparavant on pensait que c'était un conflit entre Peulh et Dogons mais grâce au projet on sait que ce n'est pas vrai. Maintenant nous sollicitons toujours les ambassadeurs pour la paix du projet *Anw Kô Hêrê* pour la prévention et la gestion des conflits dans la commune. Nous savons que c'est possible de transformer les conflits en opportunité. Nous pouvons prévenir et gérer les conflits sans intervention des projets, vraiment je trouve ça extraordinaire ».

Les données collectées auprès des membres de la communauté montrent que le projet a apporté un grand changement. De façon globale, 70% des répondants trouvent que ces changements sont forts, soit 71% à Bandiagara, 83% à Bankass et 60% à Koro. 27% des répondants affirment que les changements sont moyens tandis que seulement 1% pensent qu'ils sont très faibles. Ces derniers proviennent des communes de Bandiagara, Pignari Bana et Yoro. Plusieurs changements ont été apportés par le projet : la prise de conscience sur la nécessité de la paix, le renforcement de la cohésion sociale, le retour des déplacés, le dialogue communautaire, la réconciliation et la confiance entre les jeunes de la communauté, la collaboration entre les communautés, le respect, la solidarité et la tolérance, la réduction de la méfiance entre les deux ethnies (peuls et dogons), la baisse des agressions sexuelles, la confiance envers les FDS. Comme en attestent les témoignages recueillis auprès des personnes sur le terrain :

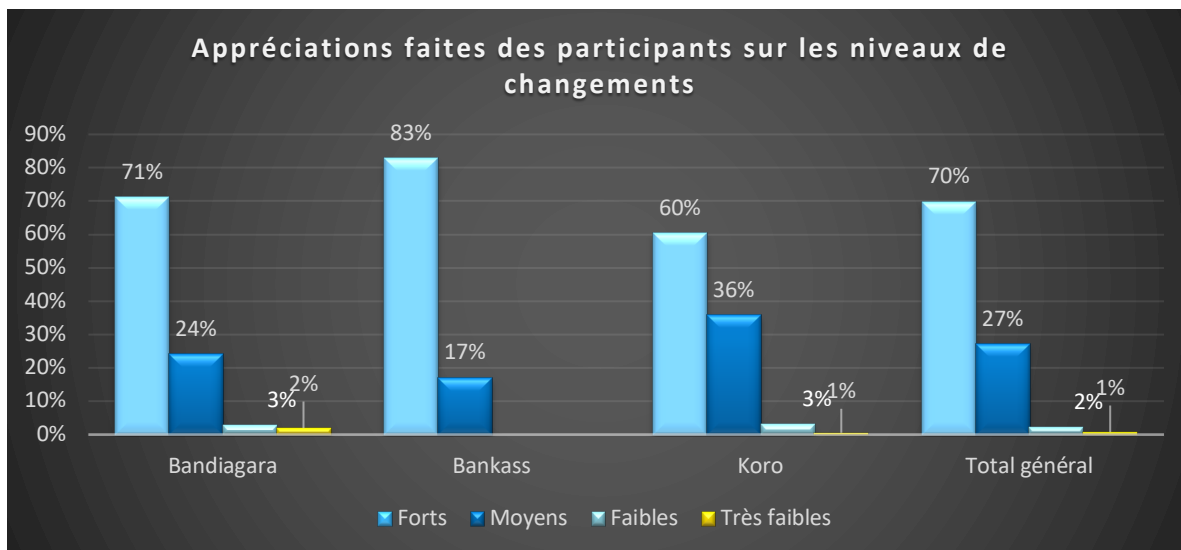
Un agriculteur à Ouenkoro : « Le projet a apporté beaucoup notamment la confiance et la collaboration entre les jeunes dans la commune »

Une mère de famille à Yoro : « Aujourd'hui, à chaque rencontre du chef de village et ses conseillers les ambassadeurs sont invités. Surtout lorsqu'il s'agit des questions de conflits ».

Les membres de la communauté disent avoir constaté des changements de comportements dans leur communauté grâce au projet « *Anw Ko Hêrê* ». Ils estiment que l'amélioration de la collaboration entre les communautés, la libre circulation entre les communautés, les visites de courtoisie, le respect mutuel, la

solidarité, l'attente, la générosité et le fait que les paysans commencent à cultiver le champ dans des endroits reculés de leurs domiciles sont des signes forts d'un changement tangible. Dans la commune de Yoro une femme affirme : « Les gens évitent d'aborder les sujets qui fâchent, chacun essaye de faire de son mieux pour préserver la paix. La cohésion sociale, la collaboration, la tolérance, sont les changements de comportement que je constate bien dans ma communauté ».

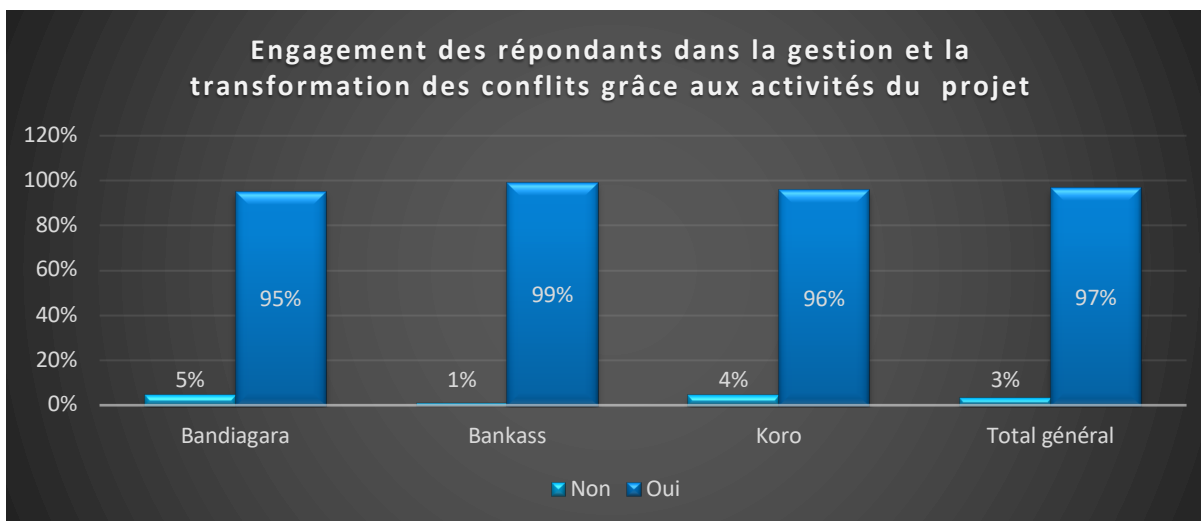
Graphique 12 : Appréciations faites des participants sur les niveaux de changements



- Les effets du projet et la motivation des acteurs clés, principalement les jeunes et les femmes à s'engager davantage dans toutes les activités visant la prévention, la gestion et la transformation des conflits dans les cercles de Bandiagara, Bankass et Koro

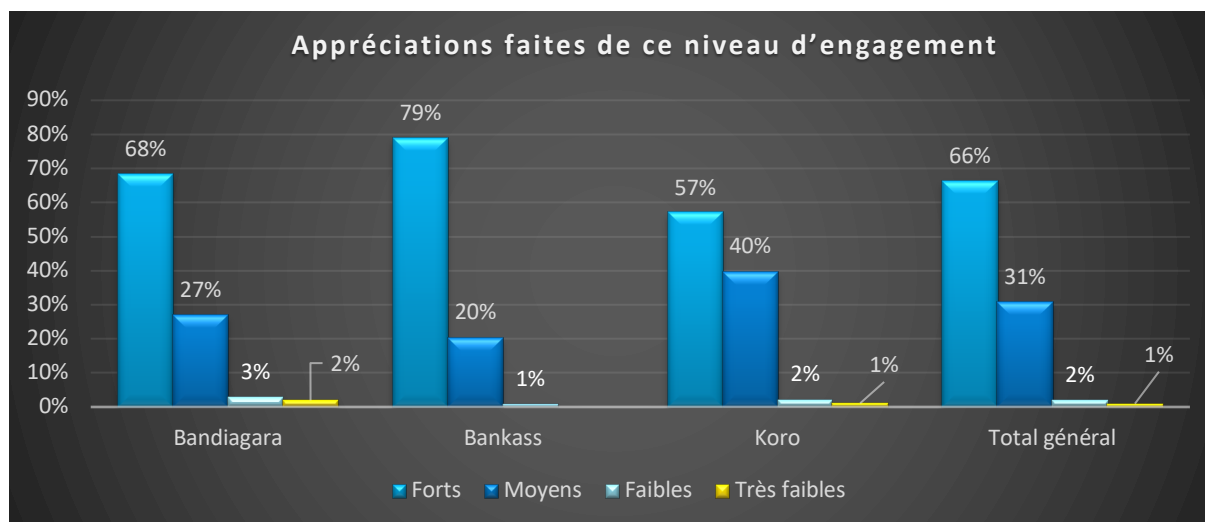
Le projet a renforcé l'engagement des populations dans la gestion et la transformation des conflits. La plupart des répondants affirment que les activités de ce projet les ont amenés à s'engager davantage dans la gestion et la transformation des conflits, soit 95% à Bandiagara, 99% à Bankass et 96% à Koro. Seulement une minorité dit le contraire, soit 5% des répondants de Bandiagara, 1% de Bankass et 4% de Koro. Ces répondants viennent des communes de Bandiagara, Bankass, Doucombo, Koro, Sangha et Yoro.

Graphique 13 : Engagement des répondants dans la gestion et la transformation des conflits grâce aux activités du projet



Les données collectées nous révèlent que grâce aux activités du projet, le niveau d'engagement de la communauté est considérable. 66% des répondants affirment que le niveau d'engagement dans la gestion et la transformation des conflits est fort, 31% trouvent qu'il est moyen et 2% pensent plutôt que le niveau est faible. Seulement 1% des répondants pensent que le niveau d'engagement de la communauté dans la gestion et la transformation des conflits est très faible.

Graphique 14 : Appréciations faites de ce niveau d'engagement



- Effets du projet au niveau de la stabilité et la prévention des conflits dans les zones cibles du projet

L'ensemble des acteurs impliqués affirment que le projet a contribué à la stabilité et la prévention des conflits dans leur communauté. Les apports du projet sont entre autres :

- ✓ La formation des leaders communautaires en ambassadeurs de paix permet d'avoir dans la communauté un noyau doté de compétences dans la prévention et la gestion des conflits ;
- ✓ La persuasion de la population à défendre l'intérêt commun ;
- ✓ La réduction des conflits intercommunautaires ;
- ✓ L'établissement de la confiance entre les membres de la communauté ;
- ✓ L'instauration du dialogue ;
- ✓ La réconciliation et la cohésion sociale.

Parlant de la prévention des conflits, tous les acteurs impliqués du projet « *Anw Ko Hêrê* » ont contribué à la prévention et la gestion des conflits. Cet apport est appréciable à travers l'instauration de la confiance, les dialogues de sensibilisation, la communication et la médiation. La mise en place des ambassadeurs et le renforcement de leur capacité pour mettre en œuvre les activités d'identification, d'analyse et de gestion des conflits, la sensibilisation à la radio et le plaidoyer sur la prévention de conflits ont joué pour beaucoup dans la gestion des conflits dans les communes. Avec une approche participative, le projet a valorisé l'ensemble des couches de la communauté. Presque tous les membres de la communauté (99,8%) enquêtés évoquent les effets positifs du projet sur la stabilité. Témoignage d'un animateur de radio dans la commune de Bankass : « Le projet a joué un grand rôle, il a formé des gens qui sont à pied d'œuvre jour et nuit pour analyser les conflits pour les prévenir ou les gérer. Cela est un grand apport ».

4.3 DURABILITÉ DU PROJET

- **Mesure dans laquelle les parties prenantes ont été consultées et associées à la mise en œuvre des activités, de façon à améliorer l'appropriation, la responsabilité et l'efficacité du projet**

Les partenaires locaux affirment avoir été impliqués dans la mise en œuvre du projet à travers des dialogues communautaires, des formations, des sessions de sensibilisation, la participation aux réunions de concertation des acteurs de la société civile, par le canal des autorités locales. Tous les partenaires locaux ont fait une bonne appréciation du rôle qu'ils ont joué et du rôle des autres acteurs dans la mise en œuvre du projet. De plus, c'est le fait de participer à la mise en œuvre du projet qui pousse ces personnes à s'engager davantage dans la prévention et la gestion de conflits dans les jours à venir. C'est du moins ce qui ressort des témoignages recueillis sur le terrain :

Le conseiller du chef de village de Bankass : « J'ai joué pleinement mon rôle, les autres aussi ont fait pareil car nous avons mis en œuvre les connaissances acquises durant les formations »

Une femme de la commune de Doucombo : « Je suis très content du rôle que j'ai joué dans la gestion du conflit dans ma commune, être un ambassadeur pour la paix est une expérience incroyable pour moi. Les autres acteurs comme la mairie, Search, mes collègues ambassadeurs ou les radios partenaires ont pleinement joués leurs rôles pour bonne mise en œuvre des activités du projet ».

Un leader communautaire à Baye : « Le rôle joué par tout un chacun dans la mise en œuvre du projet ont permis d'avoir la confiance, les relations de partage et le vivre ensemble »

- **Continuité des efforts de stabilisation et de cohésion sociale grâce aux avantages tirés des activités du projet**

L'analyse faite des échanges avec les acteurs impliqués du projet montre que les avantages tirés des activités du projet permettent de continuer les efforts de stabilisation et de cohésion sociale. Afin de pérenniser les acquis du projet, les acteurs locaux envisagent de continuer à utiliser les connaissances véhiculées par le projet. Lors des focus group, des jeunes ont même affirmé unanimement que les populations ont déjà appris du projet, et qu'elles sont désormais prêtes à œuvrer ensemble dans la paix et la stabilité. Un leader local à Bankass nous dit : « Les membres de la communauté peuvent se servir des avantages tirés des activités du projet pour continuer à prévenir et gérer les conflits ». Dans la même commune, un animateur de la radio soutient en ces termes : « Oui, tout le monde a vu l'importance des activités du projet, les gens feront tout pour continuer dans cette dynamique pour la stabilité et la cohésion sociale dans la commune ». À Koro, un leader communautaire assure que : « Les jeunes sont formés et ils peuvent valablement continuer les activités de paix ». Un leader communautaire à Baye abonde dans le même sens : « Oui, les activités du projet permettent de réconcilier les communautés et réunir la communauté et ce à travers de l'organisation des dialogues, la paix et la cohésion sociale ». À Dinangourou, un leader communautaire assure : « Bien sûr car déjà les jeunes sont formés et ils peuvent valablement continuer les activités de paix »

- **Disposition de capacités techniques et financières permettant de continuer à délivrer les services offerts par le projet**

A la question de savoir si les partenaires locaux impliqués du projet disposent de capacités techniques (analyse des conflits et autres problèmes de la commune, détermination des perspectives de solution, sensibilisation, médiations) permettant de continuer à délivrer les services offerts par le projet, il en ressort qu'ils ont des moyens techniques nécessaires à cet effet.

Un étudiant de Doucombo soutient : « Nous avons les connaissances et les expériences nécessaires en matière de médiation, d'analyse, de prévention et gestion de conflits au sein de la communauté ». Un agent

préfectoral ajoute : « Techniquement nous sommes capables ; Nous avons reçu des formations et des outils nécessaires pour continuer à faire les activités même après la fin du projet ». Un animateur radio à Sangha : « Moi mon implication est de passer le message comme nous sommes à la recherche de la paix et je suis un animateur de la radio, je ne peux plus animer sans parler de la paix ».

Quant aux capacités financières, tous les acteurs impliqués du projet sont unanimes sur le fait qu'ils ne disposent pas de moyens financiers nécessaires leur permettant de continuer à délivrer les services du projet qui requiert un financement après le départ de Search for Common Ground. Néanmoins les répondants de la commune de Bankass affirment qu'avec les contributions de la communauté et de la diaspora, ils seront à mesure d'organiser des dialogues entre les communautés. Ceux de Koro, prévoient d'aider les ambassadeurs à faire passer le message dans les radios et afficher les banderoles dans les lieux publics pour attirer l'attention des gens.

- **Mesure dans laquelle les radios partenaires continuent de produire et diffuser des messages en faveur de la stabilité et de la cohésion sociale dans les communes**

Quant aux activités de sensibilisation à travers la radio, certains acteurs impliqués y compris le personnel de média affirment que les radios partenaires peuvent continuer à produire et diffuser des messages en faveur de la stabilité et de la cohésion sociale. Pour d'autres il faudra les soutenir matériellement et les former. Ceci à travers :

- Un partenariat entre les autorités locales, les ambassadeurs et les radios ;
- La formation et la sensibilisation des animateurs des radios partenaires ;
- L'animation des émissions sur les thèmes de prévention des conflits, les émissions de sensibilisation ;
- La promotion des thématiques de la paix (la communication, le dialogue, cohésion sociale) ;
- La diffusion des spots et émissions de façon continue mais avec un appui financier.

Les répondants de Koro pensent qu'avant tout ces radios sont là au service de la communauté et que s'il y a quelque chose de l'intérêt public, ils le feront sans hésiter. Cependant les répondants de la commune de Yoro dénoncent l'absence de radios dans leur localité pouvant leur permettre de diffuser des messages de paix. Un membre de la communauté Yoro dit : « Nous n'avons pas l'accès des radios FM, sinon les messages diffusés en termes de stabilité de la cohésion sociale c'est très bien ».

- **Mécanismes mis en place pour assurer la pérennisation des acquis du projet et ainsi assurer sa durabilité**

La durabilité d'une intervention dépend aussi de la capacité des bénéficiaires à capitaliser les connaissances reçues dans leur localité. Étant donné que les partenaires locaux ne disposent pas de capacités financières pour continuer d'offrir les services du projet, ils comptent mettre en place un ensemble de mécanismes permettant d'assurer la pérennisation des acquis du projet et ainsi assurer sa durabilité.

Il s'agit de :

- Continuer les sensibilisations et les activités culturelles telles que l'organisation des danses traditionnelles, des luttes traditionnelles, des dialogues entre les populations ;
- Solliciter, à chaque fois que besoin sera, les ambassadeurs de la paix, vu leur capacité de résoudre les conflits ;

- Sensibiliser les communautés en prévention, médiation et en gestion des conflits. Ce à travers un partenariat entre les autorités communales et les ambassadeurs pour la paix afin de continuer les activités du projet ;
- Établir des comités de suivis de l'accord pour la paix signés entre les communautés ;
- Renforcer la collaboration avec les ambassadeurs de la paix ;
- Motiver les ambassadeurs de la paix pour qu'ils puissent continuer les sensibilisations au niveau de la commune ;
- Poursuivre avec les mêmes activités que le projet avait réalisées ;
- Renforcer la communication et le partage d'information.

Plus spécifiquement, les répondants de Bankass affirment qu'avec les contributions de la communauté et de la diaspora, ils seront à mesure d'organiser des dialogues entre les communautés.

Quant à ceux de Koro, ils prévoient d'aider les ambassadeurs à faire passer le message dans les radios et afficher les banderoles dans les lieux publics pour attirer l'attention des gens. La durabilité des activités nécessitant des capacités financières est menacée.

4.4. GENRE ET L'INCLUSION DES JEUNES

L'approche genre suppose de considérer les différentes opportunités offertes aux hommes et aux femmes, les rôles qui leur sont assignés socialement et les relations qui existent entre eux. Il s'agit de composantes fondamentales qui influent sur le processus de développement de la société et sur l'aboutissement des politiques, des programmes et des projets des organismes internationaux et nationaux. Le genre est intimement lié à tous les aspects de la vie économique et sociale, quotidienne et privé des individus et à ceux de la société qui a assigné à chacun des rôles spécifiques.³

L'inclusion du genre et des jeunes ont permis surtout aux jeunes et aux femmes de s'associer aux processus de mise en œuvre du projet afin qu'ils puissent en tirer plus d'avantages. Les jeunes et les femmes ont augmenté leurs ressources et leur capacité à s'engager de manière significative avec les communautés et les partenaires locales du projet « *Anw Ko Hêrê* ». Du point de vue des hommes, des femmes et jeunes ont été impliqués au même pied d'égalité leur donnant tous la possibilité d'évaluer les activités du projet. Les jeunes ont été les principaux acteurs impliqués dans le projet. En effet, les jeunes jouent un rôle crucial en matière de changement social, non seulement dans le futur en tant qu'adultes mais aussi plus immédiatement en tant que citoyens actifs en mettant en œuvre ou en contribuant à des actions collectives. Parmi les avantages de l'inclusion des jeunes dans la mise en œuvre du projet, nous pouvons citer entre autres : la participation des jeunes à la prise de décision, la facilitation de dialogues, la participation aux médias communautaires, la capacité à motiver les autres membres de la communauté, l'engagement des habitants dans les mécanismes de prévention des violences et dans la gestion de conflits, mécanisme de promotion d'une culture de la paix et de tolérance au sein des communautés. De même, l'inclusion du genre et des jeunes permet également de lutter contre la discrimination fondée sur le sexe. Un membre de la commune de Doucombo témoigne : « **Les ambassadeurs ont la capacité de le faire. Ils ont été choisis parce que déjà ce sont des jeunes compétents et qui se donnent à fond pour le service de la société, en plus ils ont bénéficié des formations de qualité de la part de Search** ».

³ Approche de genre FAO

Indicateurs du Projet

Tableau 7 : Tableau des indicateurs désagrégés

Indicateur / Désagréations	Valeur de l'indicateur à l'évaluation finale
Indicateur 1 : % de membres de la communauté qui pensent que l'analyse mensuelle des conflits et des risques partagés avec eux et les activités des unités de médiation ont contribué à prévenir les atrocités et à réduire la violence dans leurs communautés	97,81%
Disaggregation	
Genre	Femme (95,76%); Homme (98,63%)
Âge	18 à 25 ans (98,31%); 26 à 34 ans (98,01%); 36 à 45 ans (99,16%) ; plus de 45 ans (95,12%)
Commune	Bandiagara (100%); Bankass (100%); Baye (100%); Dinangourou (94,74%); Dioungani (100%); Doucoumbo (100%); Koro (100%); Koulogon (100%); Ouenkoro (100%); Pignari Bana (82,35%); Sangha (100%); Yoro (97,22%)
Cercle	Bandiagara (94,23%); Bankass (100%); Koro (98,37%)
1.1: % de participants à la formation sur l'analyse des conflits qui ont utilisé des outils pour analyser les conflits et les risques dans leurs communautés	39,68%
Désagrégation	
Genre	Femme (50,00%); Homme (39,34%)
Commune	Bandiagara (62,50%) ; Bankass (0,00%); Baye (20,00%); Dinangourou (50,00%); Dioungani (100%); Doucoumbo (80,00%); Koro (37,50%); Koulogon (25,00%); Ouenkoro (50,00%); Pignari Bana (50,00%); Sangha(20,00%); Yoro(0,00%)
Cercle	Bandiagara (54,55%); Bankass (19,05%); Koro (45,00%)
1.2: % de membres de la communauté qui ont reçu des informations provenant de l'analyse participative des conflits ou qui ont entendu parler des réunions mensuelles tenues sur l'analyse des risques de conflit	98,30%
Désagrégation :	
Genre	Femme (99,15%) ; Homme (97,95%)

Age	18 à 25 ans (100,00%) ; 26 à 34 ans (100%); 36 à 45 ans (97,48%) ; plus de 45 ans(95,12%)
Commune	Bandiagara (85,71%) ; Bankass (100%); Baye (100%); Dinangourou (100%); Dioungani (100%); Doucoumbo (100%); Koro (100%); Koulogon (100%); Ouenkoro (100,00%); Pignari Bana (100%); Sangha(100%); Yoro(88,89%)
Cercle	Bandiagara (97,12%); Bankass (100%); Koro (97,83%)
2.1: % de membres de la communauté qui pensent que les séances de théâtre participatif ont contribué à changer leur perception et leur attitude d'une manière qui contribue à prévenir la violence et les atrocités	96,59%
Désagrégation	
Genre	Femme (93,22%); Homme (97,95%)
Âge	18 à 25 ans (96,61%); 26 à 34 ans (95,36%); 36 à 45 ans (98,32%) ; plus de 45 ans(96,34%)
Commune	Bandiagara (95,24%); Bankass (97,30%); Baye (100%); Dinangourou (97,37%); Dioungani (100%); Doucoumbo (78,57%); Koro (93,15%); Koulogon (100%); Ouenkoro (100%); Pignari Bana (100%); Sangha(97,06%); Yoro(94,44%)
Cercle	Bandiagara (95,19%); Bankass (99,19%); Koro (95,65%)
2.2 : % de membres de la communauté qui pensent avoir amélioré leur accès à des informations vérifiées et sensibles aux conflits sur leur commune	78%
Désagrégation	
Genre	Femme (77,97%) ; Homme (78,16%)
Âge	18 à 25 ans (88,14 %) ; 26 à 34 ans (76,82 %) ; 36 à 45 ans (80,67%) ; plus de 45 ans(69,51%)
Commune	Bandiagara (80,95%) ; Bankass (94,59%); Baye (50,00%); Dinangourou (31,58%); Dioungani (76,32%); Doucoumbo (100%); Koro (100%); Koulogon (43,75%); Ouenkoro (100%); Pignari Bana (70,59%); Sangha(100%); Yoro(77,78%)
Cercle	Bandiagara (86,54%) ; Bankass (73,17%); Koro (76,63%)

Tableau 8 : Tableau comparatif des indicateurs

Indicateur / Désagréations	Etude de Base	Objectif	Evaluation finale	Ecart	Commentaires
Indicateur 1: % de membres de la communauté qui pensent que l'analyse mensuelle des conflits et des risques partagée avec eux et les activités des unités de médiation ont contribué à prévenir les atrocités et à réduire la violence dans leurs communautés	26.90%	60%	97,81%	37,81%	L'objectif du projet était de toucher 60% des membres de la communauté ; à la fin du projet, ce taux a augmenté de 37,81%.
1.1: % de participants à la formation sur l'analyse des conflits qui ont utilisé des outils pour analyser les conflits et les risques dans leurs communautés	-	70%	39,68%	-30,32%	Il était prévu que 70% des participants à la formation sur l'analyse des conflits utilisent des outils permettant d'analyser les conflits et risques dans leurs communautés. A la fin du projet, les données révèlent que seulement 39,68% des participants ont utilisé ces outils. A noter que pourcentage est déduit des entretiens faits avec les ambassadeurs.
1.2: % de membres de la communauté qui ont reçu des informations provenant de l'analyse participative des conflits ou qui ont entendu parler des réunions mensuelles tenues sur l'analyse des risques de conflit	33.00%	70%	98,30%	28,30%	Concernant les informations sur l'analyse participative des conflits et les réunions mensuelles, une augmentation de 28,30% a été observée sur l'objectif qui était de 70%.
2.1: % de membres de la communauté qui pensent que les séances de théâtre participatif ont contribué à changer leur perception et leur attitude d'une manière qui contribue à prévenir la violence et les atrocités	30.90%	60%	96,59%	36,59%	En termes de changement de perception et d'attitude des membres de la communauté, nous constatons que l'objectif a été dépassé ; soit 96,59% contre 60%

<p>2.2 : % de membres de la communauté qui pensent avoir amélioré leur accès à des informations vérifiées et sensibles aux conflits sur leur commune</p>	<p>26.40%</p>	<p>70%</p>	<p>78%</p>	<p>8,00%</p>	<p>Le projet était censé améliorer l'accès à des informations vérifiées et sensibles aux conflits de 70% des membres de la communauté. Les données nous permettent d'affirmer que 78% des membres de la communauté pensent avoir amélioré leur accès à des informations vérifiées et sensibles aux conflits sur leur commune</p>
--	---------------	------------	------------	--------------	--

L'évaluation du projet « *Anw ko hère* », mis en œuvre par Search for Common Ground, a été réalisée par le cabinet Fété Impact Development. L'évaluation s'est intéressée essentiellement à trois critères d'évaluation : la pertinence, les effets et la durabilité du projet.

L'analyse de la pertinence a permis de voir si le projet s'adresse aux besoins prioritaires des bénéficiaires dans les cercles de Bandiagara, Bankass et Koro. Le projet vise à contribuer à la prévention et la gestion des conflits dans les localités bénéficiaires. Il s'agit de voir si les conflits et atrocités représentent un enjeu majeur.

Les données collectées auprès des bénéficiaires montrent que la situation sécuritaire dans les communes bénéficiaires des cercles de Bandiagara, Bankass et Koro est inquiétante avec les attaques des groupes armés, les conflits inter- et intra-communautaires. La sécurité dans ces localités est assurée par les chefs de villages, les ambassadeurs de la paix, les FDS et les groupes d'auto-défense Dana Amassagou. 99% des répondants affirment l'existence des violences et atrocités dans les localités. Pour 33% des répondants, des groupes de personnes sont exterminés ou détruits à cause de leur langue, race, nationalité ou religion. Il s'agit de dogons, des peulhs, des bergers et des chasseurs. Les conflits représentent un enjeu majeur dans les cercles de Bandiagara, Bankass et Koro. L'approche participative adoptée par le projet met un accent particulier sur la communication et cela est bien apprécié par la population. Selon elle, la communication est la meilleure manière de gérer les conflits. De ces constats, on peut en déduire que le projet « *Anw Ko Hêrê* » est pertinent parce qu'il répond aux besoins prioritaires des communautés bénéficiaires.

La mesure des effets du projet permet de porter une appréciation sur le changement que le projet apporte dans la vie des bénéficiaires et dans la communauté. Il s'agit non seulement de voir les changements positifs mais aussi les changements négatifs et de voir dans quelle mesure attribuer ou non ces changements au projet.

Le projet a apporté un changement positif dans les cercles de Bandiagara, Bankass et Koro. Il s'agit entre autres du renforcement de la cohésion sociale, du retour des déplacés, de la réconciliation et la confiance entre les jeunes de la communauté, de la collaboration entre les communautés, du respect, de la solidarité et la tolérance, la réduction de la méfiance entre les deux ethnies, la baisse des agressions sexuelles, confiance aux FDS etc. 60% affirment que ces changements sont très importants. La mise en œuvre des activités du projet a renforcé l'engagement de la communauté dans la gestion et la transformation des conflits. Le projet a contribué en termes de stabilité, notamment la prévention et la gestion des conflits à travers :

- ✓ L'établissement de la confiance entre les membres de la communauté ;
- ✓ L'instauration du dialogue ;
- ✓ La réconciliation et la cohésion sociale.

La durabilité cherche à voir dans quelle mesure les acquis du projet peuvent perdurer à la clôture du projet. Il s'agit de voir si les bénéficiaires sont à même de maintenir les changements observés dans la vie des bénéficiaires et dans les communautés.

En termes d'effort de stabilisation et de cohésion sociale, les acteurs impliqués du projet et les groupes d'hommes, de femmes, et de jeunes montrent que les avantages tirés des activités du projet peuvent continuer. Les répondants comptent mettre en place un ensemble de moyens qui leur permettront de conserver les acquis du projet. C'est, entre autres, continuer les sensibilisations et les activités culturelles telles que l'organisation des danses traditionnelles, la lutte traditionnelle, le dialogue entre les populations, solliciter à chaque fois que besoin sera les ambassadeurs de la paix, vu leur capacité de résoudre les conflits, renforcer le partenariat entre les autorités communales et les ambassadeurs, établir des comités de suivis de l'accord pour la paix. Des efforts sont constatés au niveau des acteurs impliqués pour assurer la durabilité du projet. Toutefois la durabilité des activités qui nécessite des ressources financières n'est pas assurée. Quant aux activités de sensibilisation à travers les radios, ceux-ci pourront être poursuivis si les communautés font un partenariat avec les radios locales.

Les conclusions de l'évaluation amènent Fété Impact Development à formuler un certain nombre de commentaires à Search for Common Ground et aux communautés bénéficiaires.

Search For Common Ground

- Mettre en place un mécanisme pour la poursuite des activités nécessitant des moyens financiers : La plupart des répondants affirment que la durabilité des activités nécessitant des moyens financiers est menacée. Il s'agit d'amener les communautés elle-même à financer les activités d'une manière autonome.
- Renforcer la capacité des leaders locaux et des autorités communautaires : Ceux-ci ont joué un grand rôle pour la réussite des activités du projet. Renforcer les leaders communautaires leur permet d'être assez autonomes pour prévenir et gérer les conflits.
- Former des formateurs en analyse, prévention et gestion des conflits pour assurer la relève. Cela permet de doter les communautés de personnes ressources pouvant continuer à former les ambassadeurs. Pour cela, Search pourra sélectionner parmi les ambassadeurs de paix des personnes pouvant animer la formation pour les ambassadeurs après le départ de Search.
- Recruter et former plus d'ambassadeurs pour analyser, analyser et gérer les conflits dans tous les villages. Vu la pertinence de l'approche basée sur les ambassadeurs de paix, la communauté trouve qu'il est important d'augmenter le nombre des ambassadeurs pour mieux prévenir et gérer les conflits.
- Élargir les zones d'intervention du projet : Il s'agit de mettre en place un projet du type dans les autres cercles et communes confrontés aux conflits et atrocités dans la région de Mopti.
- Mettre en place des AGR pour les jeunes : le chômage est un facteur qui pousse les jeunes à intégrer le camp des groupes armés. Former les jeunes sur les activités génératrices de revenus et les soutenir dans la mise en place peut contribuer à atténuer ce phénomène.

Communautés bénéficiaires.

- Continuer à organiser des dialogues inter / intracommunautaire : Il s'agit de maintenir cette pratique de gestion pacifique des conflits.
- Poursuivre la sensibilisation dans la communauté : les conflits et atrocités sont toujours présents dans les cercles de bandiagara, bankass et koro. Continuer à sensibiliser la communauté permet de prévenir de futurs conflits et de bien gérer les conflits dans l'avenir
- Poursuivre la sensibilisation à la radio : la sensibilisation à travers la radio permet d'atteindre une grande partie de la communauté et notamment ceux qui rencontrent des difficultés à se déplacer (les personnes âgées, les handicapés etc.)
- Multiplier les théâtres participatifs : les séances de théâtre permettent d'attirer du monde et faire véhiculer des messages importants sur la cohésion sociale

SEARCH FOR
COMMON GROUND

VII. Appendices (en pièce jointe)